

Arrêté n° PCICP2025106-0002

**Arrêté préfectoral d'autorisation pour l'exploitation du site SOUFFLET « NOGENT PORT »
par les sociétés Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S.Energies et InVivo Group
sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE**

—
Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED ;

VU le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature IOTA, dite « loi sur l'eau », annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW (MCP) soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2020 sur les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle des émissions et des niveaux d'activité auxquelles sont soumises les installations soumises au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025072-0002 du 13 mars 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 5 décembre 2019, visant la modification de la construction du projet du silo Orge 2, la modification des terminologies relatives aux silos les plus récents et la construction d'un local échantillon ;

VU le courrier préfectoral du 14 février 2020 actant ces modifications ;

VU le dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant le 2 décembre 2020, identifiant la nécessité de mettre en cohérence les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site avec l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

VU le courrier préfectoral du 23 mars 2022 prenant acte des engagements de l'exploitant au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) ;

VU la déclaration de changement d'exploitant, reçue par courriel du 17 juillet 2024, de la société InVivo Group, ayant réalisé la fusion absorption des établissements J. SOUFFLET ;

VU le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 12 juillet 2024, visant l'augmentation de capacité de production de malt, l'arrêt des activités de la halle technologique de recherche, le remplacement de la chaudière NOGENT 1 ;

Vu la déclaration de changement de dénomination de la société Malteries Soufflet en Soufflet Malt, reçue par courriel du 18 octobre 2024 ;

VU le rapport établi à la suite de la visite d'inspection du 3 octobre 2024 permettant de faire un point sur les prescriptions applicables aux rejets atmosphériques et aqueux ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 20 décembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 3 janvier 2025 ;

VU l'avis favorable de la DRIEAT transmis par courriel du 7 janvier 2025 ;

VU le courriel du 5 février 2025 du demandeur précisant n'avoir pas d'observations à présenter sur ce projet ;

VU la déclaration de changement de dénomination de la société Carburants Soufflet en S.Energies, reçue par courriel du 25 février 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a été autorisé à exploiter son établissement situé sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE par arrêté préfectoral n° 81-5105 du 9 novembre 1981 ;

CONSIDÉRANT que cette autorisation a été modifiée par les arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté préfectoral complémentaire pour l'unité de granulation n° 95-3437 du 8 novembre 1995
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 08/0354 du 21 décembre 2001
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 08/0354 du 19 août 2004
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 08/0354 du 7 février 2008
- Arrêté préfectoral d'autorisation du site n° 10-0308 du 4 février 2010
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 10-2553 du 13 août 2010 (RSDE initiale)
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 10-3515 du 23 novembre 2010
- Arrêté préfectoral recodificatif n° 2013084-0011 du 25 mars 2013
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2013273-0006 du 30 septembre 2013
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014023-0002 du 23 janvier 2014
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014332-0006 du 28 novembre 2014
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2015009-0021 du 9 janvier 2015 (RSDE pérenne)
- Arrêté préfectoral complémentaire n° DDT-SG-2016364-0003 du 29 décembre 2016
- Arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019232-0001 du 20 août 2019.

CONSIDÉRANT ces actes antérieurement délivrés aux sociétés MALTERIES SOUFFLET, SOUFFLET AGRICULTURE, InVivo Group et SOUFFLET CARBURANT pour l'établissement dénommé « NOGENT PORT » qu'elles exploitent conjointement et solidairement sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de reprendre l'ensemble des prescriptions applicables à la société dans un unique arrêté, mais de conserver l'antériorité des arrêtés préfectoraux susmentionnés qui encadrent l'activité du site de NOGENT-SUR-SEINE ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué la cessation des activités de recherche, dans la halle technologique, liées au démantèlement du fermenteur et du filtre biologique, ainsi qu'à l'emploi des produits toxiques classés 4130 (chloroforme, chloroéthane, chloropropane, méthylènechloride) ;

CONSIDÉRANT que le courrier préfectoral du 14 février 2020 indique que les terminologies relatives aux silos les plus récents seront modifiées dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que la mise en cohérence des prescriptions applicables au site avec les meilleures techniques disponibles (MTD) nécessite :

- la diminution des valeurs limites d'émission liées à l'émission de poussières (NEA-MTD) et du flux afférent,
- l'augmentation de la fréquence d'autosurveillance de ces rejets atmosphériques,
- l'intégration de la surveillance des rejets atmosphériques liés à l'unité de granulation,
- l'ajout de la surveillance des rejets aqueux en chlorures ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'article 23 de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 prescrit que les dispositions de cet arrêté remplacent la surveillance pérenne de la campagne de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses (RSDE) ;

CONSIDÉRANT qu'il convient également de mettre à jour la situation administrative du site ;

CONSIDÉRANT que le rapport établi à la suite de la visite d'inspection du 3 octobre 2024 a démontré que, d'une part, les prescriptions relatives aux rejets aqueux et à la gestion des eaux d'extinction incendie doivent être précisées et que, d'autre part, nombre de points de rejets atmosphériques sur les installations historiquement présentes doivent être encadrés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Sommaire

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	10
CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	10
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	10
Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ICPE ?.....	10
CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS.....	10
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique ICPE.....	10
Article 1.2.2. Classement IED.....	14
Article 1.2.3. Installations visées par la nomenclature IOTA.....	14
Article 1.2.4. Situation de l'établissement.....	15
Article 1.2.5. Aspect faune-flore.....	15
Article 1.2.6. Consistance des installations autorisées.....	16
CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	18
CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION.....	18
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation.....	18
CHAPITRE 1.5. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	18
CHAPITRE 1.6. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	19
Article 1.6.1. Porter à connaissance.....	19
Article 1.6.2. Mise à jour de l'étude de dangers.....	19
Article 1.6.3. Équipements abandonnés.....	19
Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement.....	19
Article 1.6.5. Changement d'exploitant.....	19
Article 1.6.6. Cessation d'activité.....	20
Article 1.6.7. Remise en état.....	20
Article 1.6.8. Mise à l'arrêt des installations de distribution de carburants.....	21
CHAPITRE 1.7. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	22
CHAPITRE 1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	23
 TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	 24
CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	24
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	24
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	24
Article 2.1.3. Surveillance de l'exploitation.....	24
CHAPITRE 2.2. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	24
Article 2.2.1. Réserves de produits.....	24
CHAPITRE 2.3. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	25
Article 2.3.1. Propreté.....	25
Article 2.3.2. Esthétique.....	25
CHAPITRE 2.4. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE.....	25
Article 2.4.1. Mise en place d'une politique environnementale.....	25
CHAPITRE 2.5. DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	25
CHAPITRE 2.6. INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	25
Article 2.6.1. Déclaration et rapport.....	25
CHAPITRE 2.7. CONTRÔLES ET ANALYSES.....	26
CHAPITRE 2.8. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	26

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	27
CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	27
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	27
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles.....	27
Article 3.1.3. Odeurs.....	27
Article 3.1.4. Voies de circulation.....	28
Article 3.1.5. Émissions et envois de poussières.....	28
CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET.....	28
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	28
Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées.....	29
Article 3.2.3. Plan de réseaux de collecte des effluents atmosphériques.....	34
Article 3.2.4. Conditions générales de rejet des installations de combustion.....	34
Article 3.2.5. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	35
Article 3.2.6. Flux maximaux rejetés.....	36
CHAPITRE 3.3. GAZ A EFFET DE SERRE ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE.....	37
CHAPITRE 3.4. UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE.....	38
Article 3.4.1. Maîtrise et suivi de la consommation.....	38
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	39
CHAPITRE 4.1. COMPENSATION HYDRAULIQUE.....	39
CHAPITRE 4.2. PRÉLEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	39
Article 4.2.1. Origine des approvisionnements en eau.....	39
Article 4.2.2. Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux.....	41
Article 4.2.3. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	41
CHAPITRE 4.3. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	42
Article 4.3.1. Dispositions générales.....	42
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	43
Article 4.3.3. Plan des réseaux.....	43
Article 4.3.4. Entretien et surveillance.....	43
Article 4.3.5. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	43
CHAPITRE 4.4. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	44
Article 4.4.1. Principe général.....	44
Article 4.4.2. Identification des effluents.....	44
Article 4.4.3. Collecte des effluents.....	45
Article 4.4.4. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	45
Article 4.4.5. Entretien et conduite des installations de traitement.....	45
Article 4.4.6. Localisation des points de rejet.....	45
Article 4.4.7. Conception aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	50
Article 4.4.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	51
Article 4.4.9. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires.....	51
Article 4.4.10. Valeurs d'émission des eaux résiduaires (Epr) – point de rejet n°3.....	52
Article 4.4.11. Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voirie après épuration.....	52
TITRE 5 – DÉCHETS.....	53
CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION.....	53
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	53
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	53
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets.....	53
Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	53

Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	53
Article 5.1.6. Déchets produits par l'établissement.....	54
TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	58
CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	58
Article 6.1.1. Aménagements.....	58
Article 6.1.2. Véhicules et engins.....	58
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	58
Article 6.1.4. Vibrations.....	58
CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	58
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	58
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit.....	59
Article 6.2.3. Niveaux limites vibratoires.....	59
Article 6.2.4. Travaux de réduction de l'impact sonore.....	59
TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	60
CHAPITRE 7.1. PRINCIPES DIRECTEURS.....	60
CHAPITRE 7.2. CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	60
Article 7.2.1. Nature et risque des produits stockés dans l'établissement.....	60
Article 7.2.2. Inventaire des produits stockés dans l'établissement.....	60
Article 7.2.3. Étiquetage des produits stockés dans l'établissement.....	60
Article 7.2.4. Zonage des dangers internes à l'établissement.....	60
Article 7.2.5. Information préventive sur les effets dominos externes.....	61
Article 7.2.6. Périmètre d'éloignement.....	61
CHAPITRE 7.3. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	61
Article 7.3.1. Accès et circulation dans l'établissement.....	61
Article 7.3.2. Bâtiments et locaux.....	62
Article 7.3.3. Installations électriques – mise à la terre.....	62
Article 7.3.4. Protection contre la foudre.....	63
Article 7.3.5. Protection contre les risques naturels.....	63
Article 7.3.6. Organisation du stockage.....	63
CHAPITRE 7.4. GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES.....	63
Article 7.4.1. Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	63
Article 7.4.2. Vérifications périodiques.....	64
Article 7.4.3. Interdiction de feux.....	64
Article 7.4.4. Formation du personnel.....	64
Article 7.4.5. Travaux d'entretien et de maintenance.....	65
CHAPITRE 7.5. FACTEURS ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	66
Article 7.5.1. Liste des éléments importants pour la sécurité.....	66
Article 7.5.2. Alimentation électrique.....	66
Article 7.5.3. Utilités destinées à l'exploitation des installations.....	66
CHAPITRE 7.6. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	66
Article 7.6.1. Organisation de l'établissement.....	66
Article 7.6.2. Étiquetage des substances et préparations dangereuses.....	66
Article 7.6.3. Rétentions.....	67
Article 7.6.4. Réservoirs.....	67
Article 7.6.5. Règles de gestion des stockages en rétention.....	68
Article 7.6.6. Stockage sur les lieux d'emploi.....	68
Article 7.6.7. Transports – chargements – déchargements.....	68

Article 7.6.8. Élimination des substances ou préparations dangereuses.....	68
CHAPITRE 7.7. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	69
Article 7.7.1. Définition générale des moyens.....	69
Article 7.7.2. Entretien des moyens d'intervention.....	69
Article 7.7.3. Protections individuelles du personnel d'intervention.....	69
Article 7.7.4. Ressources en eau et mousse.....	69
Article 7.7.5. Consignes de sécurité.....	70
Article 7.7.6. Plan d'opération interne.....	71
Article 7.7.7. Consignes générales d'intervention.....	71
Article 7.7.8. Protection des milieux récepteurs.....	71
TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS.....	73
CHAPITRE 8.1. INSTALLATIONS DE COMBUSTION DES MALTERIES (HORS CHAUDIÈRE BIOMASSE).....	73
Article 8.1.1. Accessibilité.....	73
Article 8.1.2. Formation du personnel.....	73
Article 8.1.3. Ventilation.....	73
Article 8.1.4. Procédures d'urgence.....	73
Article 8.1.5. Tuyauterie.....	73
Article 8.1.6. Sécurité.....	74
Article 8.1.7. Équipement des appareils de combustion.....	75
CHAPITRE 8.2. MALTERIE NOGENT 2.....	75
Article 8.2.1. Dispositions constructives.....	75
CHAPITRE 8.3. CHAUDIÈRE BIOMASSE.....	76
Article 8.3.1. Sources d'approvisionnement en combustibles.....	76
Article 8.3.2. Règles d'implantation.....	77
Article 8.3.3. Comportement au feu des bâtiments.....	77
Article 8.3.4. Accessibilité.....	77
Article 8.3.5. Ventilation.....	78
Article 8.3.6. Issues.....	78
Article 8.3.7. Alimentation en combustible.....	78
Article 8.3.8. Contrôle de la combustion.....	78
Article 8.3.9. Entretien et travaux.....	79
Article 8.3.10. Consignes d'exploitation de la chaudière biomasse.....	79
Article 8.3.11. Exploitation.....	79
Article 8.3.12. Moyens de protection contre les explosions.....	80
CHAPITRE 8.4. UNITÉ DE GRANULATION DE POUSSIÈRES.....	80
Article 8.4.1. Conception des bâtiments et des locaux.....	80
Article 8.4.2. Salle de contrôle et dispositif de conduite des unités.....	81
Article 8.4.3. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité.....	82
Article 8.4.4. Dispositions générales relatives à la sécurité.....	82
Article 8.4.5. Ventilation.....	82
Article 8.4.6. Nettoyage des locaux.....	82
Article 8.4.7. Dispositions constructives des bâtiments.....	83
CHAPITRE 8.5. SILOS DE STOCKAGE.....	85
Article 8.5.1. Généralités.....	85
Article 8.5.2. Prescriptions spécifiques.....	87
Article 8.5.3. Inertage.....	91
Article 8.5.4. Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement.....	92
Article 8.5.5. Prévention des risques liés aux appareils de manutention.....	93
Article 8.5.6. Système d'aspiration.....	96

Article 8.5.7. Vieillessement des structures.....	96
CHAPITRE 8.6. INSTALLATIONS DE SÉCHAGE.....	97
Article 8.6.1. Aménagement et exploitation.....	97
Article 8.6.2. Dispositions particulières au séchoir du silo Terray 3.....	97
Article 8.6.3. Moyens de lutte contre l'incendie.....	97
CHAPITRE 8.7. INSTALLATIONS DE COMPRESSION.....	98
Article 8.7.1. Dispositions constructives.....	98
Article 8.7.2. Mesures contre l'incendie.....	98
Article 8.7.3. Propreté et affichage des consignes.....	98
Article 8.7.4. Compression de gaz.....	98
CHAPITRE 8.8. INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION N'UTILISANT PAS DE LIQUIDES INFLAMMABLES OU TOXIQUES.....	99
Article 8.8.1. Dispositions constructives.....	99
Article 8.8.2. Ventilation.....	99
Article 8.8.3. Dispositifs de secours.....	99
CHAPITRE 8.9. INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES UTILISANT L'AMMONIAC COMME FLUIDE FRIGORIGÈNE.....	99
Article 8.9.1. Dispositions générales.....	99
Article 8.9.2. Règles d'implantation.....	100
Article 8.9.3. Rétention des aires et des locaux de travail.....	100
Article 8.9.4. Salle des machines et ventilation.....	100
Article 8.9.5. État tenu à jour.....	101
Article 8.9.6. Vannes et tuyauteries.....	101
Article 8.9.7. Vérifications.....	101
Article 8.9.8. Exploitation – surveillance.....	101
Article 8.9.9. Zonage des dangers.....	101
Article 8.9.10. Risques industriels lors d'un dysfonctionnement de l'installation.....	102
Article 8.9.11. Opération de chargement et de vidange de l'installation.....	106
CHAPITRE 8.10. DÉPÔTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES (HORS STATIONS DE CARBURANTS).....	107
CHAPITRE 8.11. DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES (HORS STATIONS DE CARBURANTS).....	107
CHAPITRE 8.12. STATION DE CARBURANTS.....	107
Article 8.12.1. Dispositions générales.....	107
Article 8.12.2. Interruption d'activité.....	110
Article 8.12.3. Dispositif de coupure générale.....	110
Article 8.12.4. Stockage.....	111
Article 8.12.5. Appareils de distribution et de remplissage.....	114
CHAPITRE 8.13. HALLE TECHNOLOGIQUE.....	116
CHAPITRE 8.14. STOCKAGE DE SOUFRE.....	116
CHAPITRE 8.15. STOCKAGE DE DÉCHETS EXTÉRIEURS.....	116

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....116

CHAPITRE 9.1. PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	116
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'Autosurveillance.....	116
Article 9.1.2. Mesures comparatives.....	117
CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	117
Article 9.2.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes.....	117
Article 9.2.2. Autosurveillance des émissions atmosphériques.....	117
Article 9.2.3. Autosurveillance de l'eau de tremp.....	119
Article 9.2.4. Autosurveillance des eaux résiduaires.....	120
Article 9.2.5. Autosurveillance de la quantité des rejets à la seine.....	121
Article 9.2.6. Autosurveillance des niveaux sonores.....	121
CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	121

Article 9.3.1. Actions correctives.....	121
Article 9.3.2. Transmission des résultats de l'Autosurveillance des émissions atmosphériques.....	122
Article 9.3.3. Transmission des résultats de l'Autosurveillance des eaux résiduaires.....	122
Article 9.3.4. Transmission des résultats de l'Autosurveillance des niveaux sonores.....	122
CHAPITRE 9.4. CONTRÔLES – NORMES.....	122
Article 9.4.1. Contrôles et analyses.....	122
Article 9.4.2. Contrôles inopinés.....	122
Article 9.4.3. Normes.....	122
TITRE 10 – ABROGATIONS.....	122
TITRE 11 – NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION.....	123
CHAPITRE 11.1. NOTIFICATION ET PUBLICATION.....	123
CHAPITRE 11.2. EXÉCUTION.....	123

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : plan de situation de l'établissement indiquant les différentes installations de l'établissement
- Annexe 2 : périmètres d'éloignement mis en évidence dans l'étude des dangers et périmètres associés aux anciens silos
- Annexe 3 : plan des zones à émergence réglementée et des points de mesures concernant l'acoustique
- Annexe 4 : plan des forages de l'établissement

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Les sociétés Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S.Energies et InVivo Group sont autorisées, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter conjointement et solidairement, les installations dénommées « NOGENT PORT », implantées Quai Sarrail sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR SEINE et détaillées dans les articles suivants.

À noter :

- le siège social de Soufflet Agriculture est situé Quai Sarrail BP 12 – 10402 NOGENT-SUR-SEINE
- le siège social de Soufflet Malt est situé Quai Sarrail BP 12 – 10402 NOGENT-SUR-SEINE
- le siège social de Soufflet Carburants est situé Quai Sarrail BP 12 – 10402 NOGENT-SUR-SEINE
- le siège social de InVivo Group est situé 83 avenue de la Grande Armée – 75116 PARIS

L'exploitant conserve l'antériorité de l'arrêté préfectoral initial du 9 novembre 1981, ainsi que celle des arrêtés préfectoraux complémentaires le modifiant ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ICPE

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE ICPE

Les installations exploitées ainsi que les activités exercées sur ce site, identifiées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime
3642-2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	<u>Production de malt</u> Capacité de la malterie Nogent 1 : 91 000 t/an Capacité de la malterie Nogent 2 : 215 500 t/an Soit 840 t/j <u>Production de granulés</u> Capacité granulation : 21 250 t/an ou 58 t/j Total : 898 t/j	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p><u>Soufflet Agriculture</u></p> <p>1 séchoir SATIG : 5,3 MW</p> <p>4 séchoirs COMINOR : 4 x 1,95 MW</p> <p>Chaudière granulation : 0,511 MW</p> <p>2 séchoirs ROULIN : 2 x 5,2 MW</p> <p><u>Malterie Soufflet</u></p> <p>Chaudière NOGENT 1 : 8,76 MW</p> <p>6 brûleurs à NOGENT 2 : 6 x 4,25MW</p> <p>Chaudière biomasse : 6 MW</p> <p>Puissance totale : 64,271 MW</p>	A
2160-2a	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>	<p><u>Soufflet Agriculture</u></p> <p>Terray 2 : 1 802 m³</p> <p>Terray 3 : 22 400 m³</p> <p>Abattoir : 26 667 m³</p> <p>Y : 33 200 m³</p> <p>Tourteaux : 2 400 m³</p> <p>Marceau : 26 880 m³</p> <p>Orge 1 : 139 520 m³</p> <p>Orge 2 : 80 448 m³</p> <p>Boisseaux biomasse : 3x300 m³</p> <p><u>Soufflet Malt</u></p> <p>Silo malt 1 : 13 057 m³</p> <p>Silo orge Malterie : 7 767 m³</p> <p>France Luzerne : 3 958 m³</p> <p>Silo malt 2 : 29 040 m³</p> <p>Silo tampon : 450 m³</p> <p>Volume total : 388 489 m³</p>	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime
2160-1	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>1. Silos plats</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>	<p><u>Soufflet Agriculture</u></p> <p>Terray 1 : 3 866 m³</p> <p>Terray 2 : 1 732 m³</p> <p>Granulés : 11 000 m³</p> <p><u>Volume total : 16 598 m³</u></p>	E
4734-1-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p>	<p>4 réservoirs manufacturés enterrés à double paroi d'une capacité unitaire 120 m³ répartis de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 de gasoil non routier (catégorie C) - 1 de fioul domestique (catégorie C) - 1 de gasoil (catégorie C) <p>1 réservoir enterré : cuve de gasoil de 60 m³ (catégorie C)</p> <p>Densité : 0,83 t/m³</p> <p>Total : 49,8 t</p>	DC
4735-1	<p>Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure à 1,5 t</p>	<p>3 groupes frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac pour des quantités de 572 kg, 436 kg et 463 kg</p> <p>Quantité totale de 1 471 kg d'ammoniac</p>	DC
1434-1.b	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p>	<p>Débit équivalent de 11,4 m³/h.</p> <p>Pas de fonctionnement simultané des postes de distribution.</p> <p>Débit total des postes de distribution : 57 m³/h</p>	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Volume distribué annuellement : 2 000 m ³	DC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	<u>Soufflet Agriculture</u> Produits phytopharmaceutiques Quantité maximale 19,9 tonnes	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	<u>Soufflet Agriculture</u> Produits phytopharmaceutiques Quantité maximale 99 tonnes	NC

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations classées sous le régime de déclaration avec contrôle (DC) ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

ARTICLE 1.2.2. CLASSEMENT IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation des matières premières végétales ou animales et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF "FDM" (Industries agro-alimentaires et laitières).

ARTICLE 1.2.3. INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE IOTA

À titre indicatif, le site est concerné par les rubriques suivantes :

Rubrique	Activité	Classement
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrages souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement des cours d'eau	Déclaration - 1 forage pour l'alimentation de la halle technologique - 2 forages pour alimenter la malterie Nogent 1 - 2 forages pour alimenter la malterie Nogent 2
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, le volume total prélevé étant supérieur à 200 000 m ³ par an	Autorisation SOUFFLET MALT

		Forages F1, F2, HTR Consommation annuelle totale : 885 000 m ³
1.2.2.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m ³ /h (A).	Non classé SOUFFLET MALT Forages A et B Débit total de 56 m ³ /h
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau, la surface soustraite étant supérieure ou égale à 10 000 m ² .	Autorisation Surface soustraite de 11 010 m ²
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Déclaration Surface totale imperméabilisée d'environ 14 ha

ARTICLE 1.2.4. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE, sur les parcelles telles que définies dans le tableau ci après :

Commune	Section	Éléments	Parcelle
Nogent-sur-Seine	AL	Malterie 2	46, 47, 48, 33, 263, 279 (25106 m ²)
Nogent-sur-Seine	F F	Silo orge 1 et station d'épuration de l'établissement	1027, 1078, 1087, 1085 886, 887, 888, 889, 890, 892
Nogent-sur-Seine	AL	Granulation	5, 6, 7, 306, 311
Nogent-sur-Seine	AL	Malterie NOGENT 1	45, 279, 223, 264, 42
Nogent-sur-Seine	AL	Anciens silos de stockage	478, 479, 480, 481, 483 à 490, 458, 459, 279, 48, 46, 123 à 125, 104 à 108
Nogent-sur-Seine	AL	Halle technologique	127 à 129
Nogent-sur-Seine	AL	Chaudière biomasse	7
Nogent-sur-Seine	AL	Station de carburants	348 et 324

Concernant SOUFFLET MALT

La surface bâtie de la malterie Nogent 2 représente 12 500 m², la surface bâtie du silo malt 2 représente 1 050 m². Les surfaces restantes représentent 12 606 m² dont 9 106 m² de surfaces telles que des routes, parkings, quais. La surface d'occupation de la station d'épuration est d'environ 3 350 m².

Concernant SOUFFLET AGRICULTURE

La surface bâtie du silo orge 1 représente 4 240 m² et la surface bâtie de la granulation représente 1 989 m². Les surfaces imperméabilisées créées (voiries et parking) représentent 4 290 m² pour le silo orge 1 et 2 666 m² pour la granulation.

Les installations citées à l'article 1.2.1 sont reportées, avec leurs références, sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.5. ASPECT FAUNE-FLORE

L'exploitant doit mettre en place une mesure compensatoire consistant en l'acquisition/maîtrise foncière d'un site d'une surface minimale de 2,7 ha présentant des habitats similaires et recelant des espèces patrimoniales impactées par le projet et notamment la molène blattaire et la libellule fauve. Les sites de Freparoy (secteur 1), des prairies de Pont sur Seine (secteur 9) ou dans une moindre mesure les prairies du Grand Mort (secteur 7) est privilégiées car recelant à la fois des espèces et des habitats correspondants. Les secteurs sont définis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Le pétitionnaire doit vérifier avant tout que le site choisi ne fait pas déjà l'objet de mesures spécifiques (notamment sur le secteur de Freparoy).

Les éléments relatifs à l'acquisition ou à la mise en place d'une convention avec un propriétaire, ainsi que le cahier des charges précisant les modalités et la durée de gestion conservatoire du site et de suivi des espèces ayant justifié la mise en œuvre de cette mesure compensatoire sur les sites impactés sont fournis par le pétitionnaire préalablement au démarrage de l'activité industrielle. Un dossier complet est adressé au préfet avec copie au service de l'inspection un mois avant le démarrage de l'activité.

La convention établie et mise en annexe au présent arrêté remplit ces conditions.

ARTICLE 1.2.6. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations autorisées se décomposent de la manière suivante :

- **Malterie NOGENT 1 (SOUFFLET MALT)**
 - 2 cuves de trempage cylindro-coniques à fond plat de 240 tonnes,
 - 6 germoirs de 240 tonnes,
 - 1 touraille à deux plateaux,
 - une tour de manutention munie de 2 élévateurs (qui effectue la liaison entre le bâtiment de trempage, les germoirs et les tourailles),
 - 2 locaux pompe, 2 bassins eau propre, deux bassins eaux usées
 - 1 galerie de liaison menant à la tour de manutention

- Malterie NOGENT 2 (SOUFFLET MALT), autorisée en 2010 :
 - 9 cuves de trempe cylindro-coniques de 61 tonnes (170 m³),
 - 1 cuve de trempe cylindrique à fond plat de 550 tonnes (1 900 m³),
 - 5 germoirs de 550 tonnes,
 - 1 touraille à deux plateaux,
 - une tour de manutention munie de 2 élévateurs (qui effectue la liaison entre le bâtiment de trempe, les germoirs et les tourailles),
 - 2 locaux pompe, 2 bassins eau propre, deux bassins eaux usées
 - 1 galerie de liaison menant à la tour de manutention
- des installations techniques notamment une salle des machines pour la production de froid, autorisées en 2010 ;
- une station d'épuration (SOUFFLET MALT) pour le traitement des effluents des deux malteries (épuration biologique aérobie), autorisée en 2010 ;
- une chaudière biomasse, autorisée en 2013 ;
- une station de carburants pour les véhicules de société, autorisée en 2013 :
 - 1 réservoir enterré de 60m³ pour le gasoil
 - un point de distribution de carburant
- une station de carburants (SOUFFLET CARBURANT), autorisée en 2013 :
 - 4 réservoirs enterrés métalliques de 120 m³ (2 de gasoil non routier, 1 de gasoil et 1 de fioul domestique)
 - un point de distribution installé sur un îlot comprenant 3 bras de chargement (1 par type de carburant)
- une unité de granulation de co-produits de malt (SOUFFLET MALT), autorisée en 2013 :
 - 3 boisseaux de 25 tonnes pour assurer le stockage des produits entrants (1 pour les radicelles ramassées directement sous les tourailles, 1 pour les radicelles obtenues pendant le dégermage, 1 pour le son de malt)
 - 14 boisseaux de 25 tonnes unitaires pour le stockage des granulés et assurer les expéditions en vrac
- une ancienne unité de granulation (SOUFFLET AGRICULTURE), construite en 1994, qui a été étendue : transformation des issues en granulés
- **3 silos de stockages de céréales horizontaux :**
 - Terray 1 de 3 866 m³, construit en 1963,
 - Terray 2 de 1 732 m³, construit en 1969,
 - Granulés : 11 000 m³
- **12 silos de stockages de céréales verticaux :**
 - Terray 2 de 3 534 m³, construit en 1964,
 - Terray 3 de 22 400 m³, construit en 1971,

- Abattoir de 26 667 m³, construit en 1974,
- Silo Y de 33 200 m³, construit en 1979,
- Tourteaux de 2 400 m³,
- Marceau de 26 880 m³, construit en 1985,
- Silo Malt 1 de 13 057 m³, construit en 1972,
- Silo Orge Malterie de 7 767 m³, construit en 1974,
- Silo France Luzerne de 3 958 m³, construit en 1972,
- Silo Orge 1 (SOUFFLET AGRICULTURE) qui assure le stockage de la matière première pour la fabrication du malt, d'une capacité totale de stockage de 139 250 m³ et autorisé en 2010 :
 - 20 cellules cylindriques de 4 500 tonne - 6430 m³
 - 7 as de carreau de 1 090 tonnes - 1560 m³
 - 2 boisseaux tampon, situés dans la tour, d'une capacité unitaire de 80 tonnes - 115 m³
 - une tour de travail qui comporte deux chaînes de préparation :1 trieur magnétique, 1 nettoyeur séparateur, 1 calibreur trieur, 1 balance
- Silo Malt 2 (SOUFFLET MALT) pour le stockage et la production de produits finis, autorisé en 2010 :
 - 16 cellules cylindriques de 1035 t - 1815 m³,
 - 5 as de carreau de 250 t,
 - une tour de travail-manutention,
 - un silo tampon de 450 m³,
- Silo Orge 2 (SOUFFLET AGRICULTURE), autorisé en 2014 :
 - 12 cellules cylindriques de 4 628 t - 6 170 m³ ;
 - 4 as de carreau de 1 200 t - 1 600 m³ ;
 - une tour de travail qui comporte 4 niveaux (Rez-de-chaussée et trois étages).
- la **halle technologique de recherche HTR** (InVivo Group) composée de :
 - locaux techniques
 - salle électrique
 - zone des utilités (chaudières et compresseurs)
 - atelier
 - stockage de pièces détachées
 - espaces de réception/stockage des matières premières et des produits chimiques
 - activités administratives, locaux sociaux, laboratoire
 - zones de process pour la recherche enzymatique :
 - DSP production de lot pilote d'extraction végétal
 - AGC préparation et mise en place d'essai ou d'expérimentation plante
 - partie produits finis (conditionnement et stockage)

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ultérieurs et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les zones d'effets des phénomènes dangereux modélisées par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter restent maintenues au sein des limites de propriétés de l'établissement, exception faite :

- du périmètre des effets de surpression de 50 mbar et 20 mbar, associés à l'explosion de cellule du silo malt 2, qui touchent la Seine,
- du périmètre des effets de surpression de 50 mbar, associés à l'explosion de cellule du silo Orge 1, qui sort des limites de propriété sur une friche et sur un terrain voisin (appartenant à la société VIVESCIA),
- du périmètre des effets de surpression de 50 mbar et 20 mbar, associés à l'explosion de cellule du silo Orge, qui touche en plus la Seine.

Concernant le scénario explosion sous-cellules du silo Malt 2, les distances d'effets touchent les installations SOUFFLET et la distance correspondant aux effets de 200 mbar touche la Seine sur une largeur de 2 mètres.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Les anciennes installations du site, ainsi que le périmètre de la zone d'exposition aux risques, périmètre résultant notamment de l'évaluation des zones d'effet déterminés par l'étude des dangers figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.5. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou de déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-75 à R. 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : utilisation industrielle compatible avec les dispositions du PLU de la commune de NOGENT-SUR-SEINE.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

ARTICLE 1.5.7. REMISE EN ÉTAT

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-74 et R. 512-75 code de l'environnement. Dans le cas d'espèce, il s'agit au minimum d'un usage industriel.

Sans préjudice des principes édictés aux articles R.512-39-2 et R. 512-39-3, les travaux suivants sont au minimum réalisés :

- Les bâtiments sont nettoyés, les équipements industriels (compresseurs, machines de travail, fours, ...) sont démontés et évacués ou bien laissés sur place dans le cas d'un rachat par une société ayant des activités identiques. Le cas échéant, les documents justifiant des vérifications périodiques sont fournis au repreneur.
- Les cuves et les équipements ayant contenu des substances susceptibles de pollution sont vidés, nettoyés et, le cas échéant, dégazés, décontaminés et si possible évacués du site ou rendus inertes.

- L'ensemble des produits (combustibles, inflammables, produits d'entretien et maintenance...) ainsi que tous les déchets sont évacués du site vers des installations dûment autorisées aux fins de destruction ou de revalorisation. Les coordonnées des récupérateurs et éliminateurs sont communiquées à l'inspecteur des installations classées. De la même manière, les bordereaux de suivi des déchets dangereux sont tenus à disposition.

ARTICLE 1.5.8. MISE À L'ARRÊT DES INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION DE CARBURANTS

En complément des prescriptions détaillées dans les paragraphes précédents, lors d'une mise à l'arrêt définitive de l'installation, les réservoirs et les tuyauteries sont dégazés et nettoyés par une entreprise dont la conduite d'une démarche sécurité a fait l'objet d'un audit par rapport à un référentiel reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les réservoirs sont ensuite retirés ou à défaut, neutralisés par un solide physique inerte.

Le solide utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de l'enveloppe interne du réservoir et possède une résistance suffisante et durable pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

CHAPITRE 1.6. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous sauf disposition contraire au présent arrêté :

Dates	Textes
30/06/2023	Arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
31/05/2021	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
27/02/2020	Arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643)
03/08/2018	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110
20/11/2017	Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples
26/11/2012	Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

19/12/2008	Arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434
18/04/2008	Arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, <u>dans les conditions fixées aux annexes II-2 et IV</u>
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
29/09/2005	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/03/2004	Arrêté du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/07/1990	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
31/03/1980	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

CHAPITRE 1.7. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Des consignes spécifiques sont définies pour certaines activités, comme indiqué dans le présent arrêté.

ARTICLE 2.1.3. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

L'exploitant doit tenir à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées une liste des produits chimiques stockés sur le site ainsi que les risques associés et les quantités.

CHAPITRE 2.2. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc., sont regroupés hors des allées de circulation.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

CHAPITRE 2.4. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

ARTICLE 2.4.1. MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

L'exploitant doit mettre en place une politique environnementale pour son établissement.

CHAPITRE 2.5. DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6. INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.6.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvegarde, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité judiciaire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

En ce qui concerne les silos de stockage de céréales, tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7. CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements

et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme, dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, pour vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

Enregistrements, rapports de contrôle et registres :

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, trois ans, et cinq ans et reste à la disposition de l'inspection des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Contrôles inopinés :

Il peut être procédé, à tout moment, à la demande de l'inspection des installations classées, de façon inopinée, à des prélèvements et analyses dans les effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également être demandé le contrôle de l'impact sur le milieu extérieur de l'activité de l'entreprise. L'exploitant supporte les frais de ces analyses.

CHAPITRE 2.8. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, et ses compléments,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en est informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Article 3.2.2.1. SOUFFLET MALT

Article 3.2.2.1.1. Dépoussiéreurs

N° de conduit	Implantation	Installations raccordées	Localisation	Débit en m³/h	Coordonnées Lambert93	
					X	Y
1	Silo Malt 2	Filtre F2	Extérieur du silo, 35 m de haut	50 000	736398,66	6821320,24
2		Filtre F4		**	736398,66	6821320,24
3	Silo Malt 1	Filtre F1		**	736389,96	6821282,66
4		Filtre F2		**	736392,31	6821288,8
5		Filtre F3		**	736390,97	6821285,62
6		Aspiration Centralisée		**	736400,48	6821271,29
7	Silo France Luzerne (FL)	Filtre F5	En toiture	**	736363,72	6821321,86
8		Filtre F10	Ensachage	**	736361,69	6821325,94
9		Filtre F11	Vrac	**	736332,08	6821320,7
10		Aspiration Centralisée		**	736365,11	6821310,19
11		Filtre F9	Granulation	**	736355,23	6821310,04
12		Filtre FBR	Granulation	**	736348,7	6821305,38
13		Filtre FBRP	Granulation	**	736343,97	6821306,48
14		Filtre FBP	Granulation	**	736354,81	6821307,6
15	Malterie Nogent 1	Filtre F6		**	736272,68	6821232,87
16		Filtre F7		**	736272,68	6821232,87
17	Malterie Nogent 2	Filtre F8		**	736298,71	6821126,36
18		Filtre FCO		**	736216,29	6821176,41
19		Filtre 4013FC		**	736307,02	6821132,91

20	Biomasse	Filtre F8P1		**	736112,38	6821052,57
21		Filtre F8P2		**	736114,26	6821057,17
22		Filtre F8P3		**	736116,83	6821062,39
23		Poussières cheminée		**	736129,16	6821092,18

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 3.2.2.1.2. Installations de combustion

N° de conduit	Implantation	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Coordonnées Lambert93	
					X	Y
24	Malterie NOGENT 2	Brûleur VARINOX 1 - T21	4,25 MW	Gaz naturel	736298,89	6821051,08
25		Brûleur VARINOX 2 - T21	4,25 MW	Gaz naturel	736303,88	6821059,62
26		Préchauffeur - T21	4,25 MW	Gaz naturel	736285,65	6821060,28
27		Brûleur VARINOX 1 - T22	4,25 MW	Gaz naturel	736316,5	6821088,69
28		Brûleur VARINOX 2 - T22	4,25 MW	Gaz naturel	736316,81	6821099,9
29		Préchauffeur - T22	4,25 MW	Gaz naturel	736300,5	6821104,44
54		Chaudière	6 MW	Biomasse	**	**
55	Malterie NOGENT 1	Brûleur chaudière	8,76 MW	Gaz naturel	**	**

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 3.2.2.1.3. Aspiration des unités de trempe

N° de conduit	Implantation	Installations raccordées	Débit unitaire en m³/h	Localisation de l'exutoire	Nature des rejets
56	Malterie NOGENT 2	Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
57		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
58		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
59		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
60		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
61		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
62		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
63		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
64		Cuve cylindro conique de trempe	3 700	Toiture bâtiment trempe (26 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
65		Cuve de trempe à fond plat	82 500	Façade bâtiment trempe (10 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
66		Cuve de trempe à fond plat	82 500	Façade bâtiment trempe (10 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
67	Malterie NOGENT 1	Cuve cylindrique à fond plat	40 000	Toiture bâtiment trempe (7,45 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂
		Cuve cylindrique à fond plat	40 000	Toiture bâtiment trempe (7,45 m)	Air avec 2 à 3 % CO ₂

Article 3.2.2.1.4. Aspiration des unités de germination

N° de conduit	Implantation	Installations raccordées	Débit d'air rejeté en m³/h	Localisation de l'exutoire	Hauteur	Nature des rejets
68	Malerie NOGENT 2	Unité germination (5 ventilateurs)	330 000	Grille sur local technique	7 m	Vapeur d'eau avec 2 à 3 % CO ₂
69				Grille sur local technique	7 m	
70			330 000	Grille sur local technique	7 m	
71				Grille sur local technique	7 m	
72			330 000	Grille sur local technique	7 m	
73				Grille sur local technique	7 m	
74			330 000	Grille sur local technique	7 m	
75				Grille sur local technique	7 m	
76			330 000	Grille sur local technique	7 m	
77				Grille sur local technique	7 m	
78	Malerie NOGENT 1	1 ventilateur par case (6 cases)	120 000	Toiture bâtiment germoirs	8,10	CO ₂ et vapeur d'eau
			120 000	Toiture bâtiment germoirs	8,10	
			120 000	Toiture bâtiment germoirs	8,10	
79			120 000	Toiture bâtiment germoirs	8,10	
			120 000	Toiture bâtiment germoirs	8,10	
			120 000	Toiture bâtiment germoirs	8,10	

Article 3.2.2.1.5. Ventilateurs des tourailles

N° de conduit	Implantation	Installations raccordées	Débit unitaire en m³/h	Hauteur en m	Nature des rejets
80	Malerie NOGENT 2	Tourailles (1 ventilateur par plateau)	550 000	26	CO ₂ et vapeur d'eau
81		Tourailles (1 ventilateur par plateau)	550 000	26	CO ₂ et vapeur d'eau
82	Malerie NOGENT 1	Tourailles (1 ventilateur par plateau)	400 000 (à trois vitesses)	16,20	CO ₂ et vapeur d'eau
83		Tourailles (1 ventilateur par plateau)	400 000 (à trois vitesses)	16,20	CO ₂ et vapeur d'eau

Article 3.2.2.2. SOUFFLET AGRICULTURE

Article 3.2.2.2.1. Dépoussiéreurs

N° de conduit	Implantation	Installations raccordées	Localisation	Débit en m³/h	Coordonnées Lambert93	
					X	Y
30	Silo Orge 1	Filtre F1N2	Nettoyeur séparateur 1	**	736096,7	6821244,77
31		Filtre F2N2	Nettoyeur séparateur 2	**	736101,82	6821242,22
32		Filtre F3N2	Ligne 1	**	736106,39	6821240,1
33		Filtre F4N2	Ligne 2	**	736121,73	6821233,51
34	Silo Orge 2	Filtre FD		**	736075,28	6821208,4
35	Silo Y	Filtre F1	Nettoyeur épurateur	42 100	736123,3	6821303,71
36		Filtre F2	Manutention	55 000	736130,72	6821301,94
37	Silo Marceau	Filtre FM1		20 000	736112,28	6821326,76
38	Terray 2	Filtre FT2		**	736475,97	6821343,82
39	Terray 3	Filtre FT3		35 000	736439,31	6821275,51
40	Silo abattoir	Filtre F3		**	736148,51	6821302,2
41	Unité de granulation	Filtre FP1	3° étage de la tour	11 000	736046,77	6821090,99
42		Filtre FP2		**	736055,14	6821090,15
43		Filtre FB1		**	736062,94	6821083,8
44		Filtre FFV		**	736075,53	6821076,58
45		Filtre FEP		**	736087,06	6821072,63

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 3.2.2.2.2. Installations de séchage de matières végétales

N° de conduit	Implantation	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Hauteur en m	Coordonnées Lambert III	
						X	Y
46	Silo Y	Séchoir ROULIN 1	5,2 MW	Gaz naturel	**	736168,97	6821290,24
47		Séchoir ROULIN 2	5,2 MW	Gaz naturel	**	736169,01	6821283,75
48	Silo Marceau	Séchoir SATIG	5,3 MW	Gaz naturel	**	736126,96	6821337,38

49	Silo Terray 3	Séchoir COMINOR 1	1,95 MW	Gaz naturel	**	736424,31	6821262,9
50		Séchoir COMINOR 2	1,95 MW	Gaz naturel	**	736429,71	6821261,16
51		Séchoir COMINOR 3	1,95 MW	Gaz naturel	**	736422,41	6821259,05
52		Séchoir COMINOR 4	1,95 MW	Gaz naturel	**	736428,56	6821256,95

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 3.2.2.2.3. Installations de combustion

N° de conduit	Installations raccordées	Implantation	Puissance	Combustible	Hauteur du conduit	Coordonnées Lambert93	
						X	Y
53	Brûleur chaudière	Unité de granulation	0,511 MW	Gaz naturel	**	736090,22	6821068,63

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

ARTICLE 3.2.3. PLAN DE RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des effluents gazeux faisant apparaître les sources, les cheminements, les systèmes de traitement interne et les points de contrôle, jusqu'aux différents points de rejets. Ces schémas indiquent les valeurs de débit, des concentrations et des flux polluants dans les différentes configurations de fonctionnement.

Ce plan est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 3.2.4. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET DES INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Conduit N°	Rejet des fumées des installations raccordées	Entité	Hauteur en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection
24	Brûleur VARINOX 1 - T21	Soufflet Malt	31,40	4 013	≥ 12 m/s
25	Brûleur VARINOX 2 - T21	Soufflet Malt	31,40	4 013	≥ 12 m/s
26	Préchauffeur - T21	Soufflet Malt	31,40	4 013	≥ 12 m/s
27	Brûleur VARINOX 1 - T22	Soufflet Malt	31,40	4 013	≥ 12 m/s
28	Brûleur VARINOX 2 - T22	Soufflet Malt	31,40	4 013	≥ 12 m/s
29	Préchauffeur - T22	Soufflet Malt	31,40	4 013	≥ 12 m/s
53	Chaudière Granulation	Soufflet Agriculture	**	**	**
54	Chaudière biomasse	Soufflet Malt	27,3	14 000	9,68 m/s
55	Brûleur Chaudière Nogent 1	Soufflet Agriculture	21	4 840	≥ 5 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°1 à 23 + n°30 à 40	Conduits n°41 à 45	Conduits n°46 à 52	Conduits n° 24 à 29	Conduit n°55	Conduit n°54
Installations	Dépoussiéreurs silos	Dépoussiéreurs granulation	Séchoirs	Brûleurs	Chaudière Nogent 1	Chaudière Biomasse
Concentration en O ₂ de référence	-	-	-	3 %	3 %	6 %
Poussières	30	5	150	-	-	50
SO _x en équivalent SO ₂	-	-	-	-	-	200
NO _x en équivalent NO ₂	-	-	100	100	100	525
CO	-	-	-	10	10	250
COV NM en carbone total	-	-	110	110	50	50
HAP	-	-	-	-	-	0,1
HCl	-	-	-	-	-	30
HF	-	-	-	-	-	25
PCDD/F	-	-	-	-	-	0,1 ng I-TEQ/Nm ³
Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés						0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)

Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés	1 pour la somme exprimée en (As + Se + Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1
Antimoine (Sb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cu), Étain (Sn), Manganèse (Mn), Nickel (Ni), Vanadium (V), Zinc (Zn) et leurs composés	20 pour la somme des métaux

ARTICLE 3.2.6. FLUX MAXIMAUX REJETÉS

Article 3.2.6.1. Flux maximaux pour les conduits n°24 à 29 « brûleurs Varinox »

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère pour chaque conduit sont inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	g/h	kg/j	kg/an
NO _x en équivalent NO ₂	289	69,36	25 317
CO	24	5,76	2 102
COVNM	441	-	-

Article 3.2.6.2. Flux maximaux pour les conduits n°1 à 23 et n°30 à 45 « dépoussiéreurs »

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère pour chaque conduit sont inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	g/h	kg/j	kg/an
Poussières	220	3,52	800

Article 3.2.6.3. Flux maximaux pour le conduit n°54 « chaudière biomasse »

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	g/h	g/j	kg/an
Poussières	700	16 800	6 132
SO _x en équivalent SO ₂	2 800	67 200	24 528
NO _x en équivalent NO ₂	7 350	176 400	64 386
CO	3 500	84 000	30 660
COVNM	700	16 800	6 132
HAP	1,4	336	12
HCl	420	10 080	3 679
HF	350	8 400	3 066
Cd	0,7	17	6
Hg	0,7	17	6
Tl	0,7	17	6
Cd+Hg+Tl	1,4	34	12
As+Se+Te	14	336	12 264
Pb	14	336	12 264
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	280	6 720	2 453
	ng I-TEC/h	ng I-TEC/j	µg I-TEC/an
PCDD/F	1,4	34	12

CHAPITRE 3.3. GAZ À EFFET DE SERRE ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'exploitant limite, autant que faire se peut, ses rejets de gaz à effet de serre.

Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées des éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂) concernant la malterie NOGENT 1.

CHAPITRE 3.4. UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

ARTICLE 3.4.1. MAÎTRISE ET SUIVI DE LA CONSOMMATION

Les dispositions sont prises pour limiter au mieux la consommation d'énergie dans l'établissement. Cet aspect est notamment pris en compte lors du remplacement d'équipements à forte consommation énergétique.

L'exploitant assure un suivi de la consommation d'énergie dans l'établissement (au minimum mensuel). Des dispositifs de comptage sont mis en place en vue de suivre la répartition des consommations entre les principales installations consommatrices d'électricité comme de gaz.

Des indicateurs sont établis pour rapporter cette consommation à la production de ces installations.

L'exploitant doit appliquer et maintenir une méthodologie destinée à prévenir et réduire la consommation d'eau et d'énergie, et la production de déchets en répondant aux points particuliers suivants :

- engagement de la direction, l'organisation (équipe de travail) et la planification,
- analyse du process de production,
- évaluation des objectifs,
- identification des options de prévention et de réduction,
- évaluation et étude de faisabilité de ces solutions,
- mise en œuvre du programme de prévention et de réduction,
- surveillance permanente.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1. COMPENSATION HYDRAULIQUE

La surface totale soustraite au champ d'expansion des crues par la constitution des remblais est de 11 000 m², soit un volume soustrait à l'expansion des crues de 8 230 m³.

Ce volume soustrait à l'expansion des crues est intégralement compensé par le dispositif de surstockage des eaux de crue de la zone de Monteuil.

La réalisation du dispositif de surstockage des eaux de crue de la zone du Monteuil consiste en la réduction de la section d'ouvrages de décharge sous la RD 919 et la RD 951.

En plus de la réduction de la largeur utile permettant à l'eau de s'écouler sous les ouvrages, le dispositif pourra comprendre une petite levée de terre, d'une hauteur de 50 cm environ, destinée à contenir les eaux au voisinage du village de Port Saint-Nicolas.

Ce dispositif de surstockage est instauré en application des dispositions du décret n° 2005-116 du 7 février 2005 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 211-12 du code de l'environnement.

Le volume soustrait au champ d'expansion des crues par la construction du Silo Orge 2 sur les parcelles n°1078 et 1087 s'élève à 5 760 m³.

Ce volume, soustrait à l'expansion des crues, est intégralement compensé par le dispositif de surstockage de la zone de Monteuil, situé en amont. Dès que la validation aura été donnée par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Ile-de-France, le document justificatif, signé par la mairie de NOGENT-SUR-SEINE et par la DRIEE Île-de-France, est conservé par la société SOUFFLET sur son site de NOGENT-SUR-SEINE.

Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.2.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Article 4.2.1.1. Principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Article 4.2.1.2. Origine des approvisionnements (pour l'ensemble de l'activité malterie)

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Prélèvement maximal	
			Horaire en m ³ /h	Annuel en m ³ /an
Nappe superficielle	Alluvions de la Bassée	HG006	56	351 000
Eau souterraine	Craie du Senonais et Pays d'Othe	HG209	175	885 000
Réseau d'eau - AEP	Nogent-sur-seine	-	-	1 960

Article 4.2.1.3. Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les forages suivants sont autorisés :

Nom du forage	Ressource en eau concernée	Coordonnées Lambert 93		Code BSS	Profondeur en m
		X	Y		
Forage A	HG006	736371	6821190	BSS000UGNG	13
Forage B	HG006	736397	6821279	BSS000UGNH	15
Forage F1	HG209	736081,05	6821370,71	BSS000UGNJ	40
Forage F2	HG209	736213,28	6821211,51	BSS000UGNK	40,5
Forage HTR	HG209	736395,19	6821097,86	**	30

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

L'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique IOTA 1.1.1.0 s'applique à l'établissement.

Les forages F1 et F2 captent uniquement dans le réservoir aquifère de la craie. Il comprend un avant-trou tubé cimenté en face des alluvions anciennes pour isoler l'aquifère de la Craie et des alluvions anciennes. Il est équipé d'une tête fermée.

Les forages F1 et F2 sont exploités simultanément aux débits de 100 et 75 m³/h. Il est possible pour le forage F1, de manière temporaire et exceptionnelle d'exploiter à un débit de pointe pouvant aller jusqu'à 130 m³/h. Pour ces situations exceptionnelles, l'exploitant tient à jour un document qui les recense et les détaille avec les circonstances qui ont conduit à augmenter le débit de pointe.

Un suivi régulier du niveau dynamique dans les puits afin de contrôler l'évolution de la productivité des forages (rapport débit sur rabattement) est réalisé dans le but d'anticiper tout phénomène éventuel de colmatage progressif des ouvrages. Un point annuel est fait a minima et les conclusions tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.2.1.4. Restrictions

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou du maintien hors gel de ce réseau.

L'exploitant se conforme aux mesures relatives à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.

Article 4.2.1.4.1. Pour la malterie Nogent 2

La consommation d'eau pour les opérations de trempe, de nettoyage des installations et d'utilisation dans le process de fabrication ne doit pas excéder 4 m³ d'eau utilisée par tonne de malt produit et la consommation d'eau pour l'opération de trempe est limitée à 3 m³ à la tonne de malt produit. L'exploitant doit prendre en compte les meilleures technologies disponibles (MTD) pour diminuer cette consommation d'eau.

Le transfert du grain est réalisé par voie sèche.

Article 4.2.1.4.2. Pour la malterie Nogent 1

La consommation d'eau pour les opérations de trempage, de nettoyage des installations et d'utilisation dans le process de fabrication ne doit pas excéder 5 m³ d'eau utilisée par tonne de malt produit. Pour certaines qualités d'orges nécessitant un trempage particulier, cette quantité pourra excéder 5 m³ d'eau sans toutefois dépasser 7 m³.

ARTICLE 4.2.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

ARTICLE 4.2.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.2.3.1. Suivi de la consommation d'eau

Le site est muni d'un dispositif totalisateur et une mesure journalièrement de la quantité d'eau consommée est réalisée. Les résultats sont consignés sur un registre.

Article 4.2.3.2. Réseau d'alimentation eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvements.

Article 4.2.3.3. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau feront l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du code de la santé publique (article R.1321 et suivants).

Article 4.2.3.3.1. Critères d'implantation et protection de l'ouvrage

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage n'est pas implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...).

Des mesures particulières sont prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou de carburant vers le milieu naturel.

Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

Article 4.2.3.3.2. Réalisation et équipement de l'ouvrage

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation est réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétrubage ne gêne cette action et est réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages sont en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils sont crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne doit pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne jouent pas le rôle de drain. La pompe utilisée est munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur est installé.

Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Le forage est équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

Article 4.2.3.3.3. Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage est signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

Article 4.2.3.3.3.1. *Abandon provisoire*

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage est déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée sont assurés.

Article 4.2.3.3.3.2. *Abandon définitif*

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage est comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste est cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

CHAPITRE 4.3. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.1 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejet fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

ARTICLE 4.3.3. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches, ne favorisant pas la propagation de la flamme et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.3.5. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.5.1. Protection contre les risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Des procédures d'exploitation de ces réseaux sont mises en place et l'exploitant s'assure que le personnel est en mesure de gérer les situations d'urgence en cas de dysfonctionnement (notamment incendie et épanchement).

Article 4.3.5.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.4. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.4.1. PRINCIPE GÉNÉRAL

L'exploitant recherche par tous les moyens économiquement acceptables de réduire, à la source, la pollution générée par son établissement. Notamment, à l'occasion de remplacement de matériel ou l'emploi de nouveaux produits chimiques sur ses lignes de production, l'exploitant s'attachera à diminuer sa consommation d'eau et/ ou à limiter l'apport de polluants.

ARTICLE 4.4.2. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Article 4.4.2.1. Effluents en fonctionnement habituel

- Les eaux pluviales de toiture et de voirie de la malterie Nogent 1 (EP1)
- Les eaux pluviales de toiture de la malterie Nogent 2 (EP2)
- Les eaux pluviales de voirie de la malterie Nogent 2 (EPV2)
- Les eaux pluviales sur la zone de distribution de carburant (EPcarb)
- Les eaux pluviales de voiries et de toiture de l'unité de granulation (Epg)
- Les eaux pluviales de voiries et de toiture de la chaudière biomasse (Ech)
- Les eaux pluviales de voiries et de toiture du silo orge 1 (Epo)
- Les eaux pluviales de voiries des anciens silos et du silo malt 2 (Eps)
- Les eaux domestiques (les eaux vannes, les eaux des sanitaires, des lavabos et des douches) (ED)
- Les eaux de process (issues de l'étape de trempe et des opérations de nettoyage) (Epr)
- Les condensats de touraillage des malteries (CT1 et CT2)
- Les eaux pluviales de toiture de la halle technologique - Ept (halle)
- Les eaux pluviales de voiries de la halle technologique (usage commun avec les autres bâtiments du site, traitement par séparateur à hydrocarbures) - Epv (halle)

Article 4.4.2.2. Effluents en situation accidentelle

- Les eaux collectées dans les capacités de rétention en cas d'accident (épannage, fuite) (EA),
- Les eaux polluées lors d'un incendie de la malterie Nogent 1 (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) (EI1)
- Les eaux polluées lors d'un incendie de la malterie Nogent 2 (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) (EI2)
- Les eaux polluées lors d'un incendie des silos (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) (EIs)
- Les eaux de purge des chaudières (EC).

ARTICLE 4.4.3. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluent issues des activités ou sortant des ouvrages de pré-traitement interne vers les traitements appropriés avant d'être évacués vers le milieu récepteur autorisé à le recevoir.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les rejets directs ou indirects dans la ou les nappes d'eau souterraines ou vers le milieu de surface non visé par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.4.4. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.4.5. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.4.6. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Article 4.4.6.1. Malteries Nogent 1 et Nogent 2

Point de rejet	N°1			
Installation	MALTERIE NOGENT 2			
Coordonnées Lambert II étendu	X = 685158 ; Y = 2388712			
Nature des effluents	EP12	EPV2	EP carb	EI2
	Eaux pluviales de toiture de la malterie Nogent 2	Eaux pluviales de voirie de la malterie Nogent 2	Eaux pluviales sur la zone de distribution de carburant	Eaux polluées lors d'un incendie de la nouvelle malterie Nogent 2, y compris les eaux utilisées pour l'extinction
Débit maximal	-	-	-	-
Débit de fuite (L/s)	2	2	-	-
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux pluviales, puis bassin de confinement souterrain (720 m³)			
Traitement avant rejet	-	Décanteur déshuileur	Décanteur déshuileur spécifique (1)	(2)

	N°2		
Installation	MALTERIE NOGENT 1		
Coordonnées Lambert 93	**		
Nature des effluents	EP1	CT1	EI1
	Eaux pluviales de toiture et de voirie de la malterie Nogent 1	Condensats malterie Nogent 1	Eaux polluées lors d'un incendie de la malterie Nogent 1, y compris les eaux utilisées pour l'extinction
Exutoire du rejet	-	-	-
Traitement avant rejet	-	-	-
Milieu récepteur	Réseau communal de la commune de Nogent s/s		(2)

	N°3		N°4
Installation	MALTERIES 1 et 2		-
Coordonnées Lambert II étendu	X = 685160 ; Y= 2388713		**
Nature des effluents	Epr	CT2	ED
	Eaux de process des 2 malteries, issues de l'étape de trempe et des opérations de nettoyage	Condensats de la touraille de la Malterie Nogent 2	Eaux domestiques : eaux vannes, eaux des sanitaires, des lavabos et des douches
Débit maximal	2 850 m³/j - 105 m³ /h		410 m³/an
Débit de fuite (L/s)	-		-
Exutoire du rejet	Bâches tampon sous les deux unités de trempe Malterie 1 et Nogent 2, puis bassin tampon de la station d'épuration		-
Traitement avant rejet	Station d'épuration		-
Milieu récepteur	Seine		Réseau communal de la commune de Nogent s/s

- (1) Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés.

Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

- (2) En cas d'incendie, la destination des eaux d'extinction est déterminée en accord avec l'inspection des installations classées suivant la capacité de l'établissement à les recycler ou les traiter avant rejet.

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 4.4.6.2. Silo Orge 1

Point de rejet	N°5	
Coordonnées Lambert 93	X = 685138,40 ; Y = 2388517,17	
Nature des effluents	EPO	Elo
	Eaux pluviales de toitures, de voiries du silo Orge	Eaux d'extinction incendie du silo Orge
Débit de fuite (L/s)	2	-
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux pluviales, puis bassin de confinement aérien de 300 m³	
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures	
Milieu récepteur	Seine	(3)

(3) En cas d'incendie, la destination des eaux d'extinction est déterminée en accord avec l'inspection des installations classées suivant la capacité de l'établissement à les recycler ou les traiter avant rejet.

Article 4.4.6.3. Anciens silos et Silo malt 2

Point de rejet	N°6		
Coordonnées Lambert 93	**		
Nature des effluents	EPs	Epv (halle)	Els
	Eaux pluviales de toitures et de voiries de l'ensemble des silos, y compris du silo malt 2	Eaux pluviales de voiries de la halle technologique (usage commun avec les autres bâtiments du site)	Eaux d'extinction de l'ensemble des silos
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux pluviales		Confinement dans le réseau d'eaux pluviales et dans les galeries inférieures des silos
Traitement avant rejet	-	-	-
Milieu récepteur	Réseau communal de Nogent-sur-seine		(4)

(4) En cas d'incendie, la destination des eaux d'extinction est déterminée en accord avec l'inspection des installations classées suivant la capacité de l'établissement à les recycler ou les traiter avant rejet.

Une vanne d'obturation permet le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 4.4.6.4. Unité de granulation

Point de rejet	N°7	
Coordonnées Lambert 93	**	
Nature des effluents	EPg	Elg
	Eaux pluviales de toitures et de voiries de l'unité de granulation	Eaux d'extinction incendie de l'unité de granulation
Débit de fuite (l/s)	2	-
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux pluviales, puis bassin de confinement de 330 m³	
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures	
Milieu récepteur	Infiltration	(5)

(5) En cas d'incendie, la destination des eaux d'extinction est déterminée en accord avec l'inspection des installations classées suivant la capacité de l'établissement à les recycler ou les traiter avant rejet.

Une vanne d'obturation permet le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 4.4.6.5. Halle technologique

Point de rejet	N°8	N°9
Coordonnées Lambert 93	**	**
Nature des effluents	Ept (halle)	EN
	Eaux pluviales de toitures de la halle technologique	Eaux des effluents de nettoyage et liés aux utilités de la halle
Exutoire du rejet	Bassin d'orage	Collecte par un réseau de canalisations
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures (5 mg/l)	-
Milieu récepteur	Réseau communal de Nogent-sur-Seine	Fosse en inox

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Article 4.4.6.6. Chaudière biomasse

Point de rejet	N°10	
Coordonnées Lambert 93	**	
Nature des effluents	Ech	EC
	Eaux pluviales de toitures et de voiries du bâtiment chaudière biomasse	Eaux de purge de la chaudière biomasse
Exutoire du rejet	Confinement dans le réseau d'eaux pluviales	
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures	
Milieu récepteur	Réseau communal de Nogent-sur-Seine	

Une vanne d'obturation permet le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

ARTICLE 4.4.7. CONCEPTION AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.4.7.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

Article 4.4.7.2. Aménagement

Article 4.4.7.2.1.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.4.7.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.4.7.3. Équipement

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C. La détermination du débit rejeté doit se faire par mesure en continu avec enregistrement.

Article 4.4.7.4. Autorisation communale de rejet

L'exploitant doit disposer d'une autorisation de rejet qu'il est en mesure de présenter au service de l'inspection des installations classées pour les points de rejet N°2, 4, 6, 8, 10.

ARTICLE 4.4.8. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire. Ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

ARTICLE 4.4.9. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

En cas d'incendie, la destination des eaux d'extinction est déterminée en accord avec l'inspection des installations classées suivant la capacité de l'établissement à les recycler ou les traiter avant rejet.

ARTICLE 4.4.10. VALEURS D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES (EPR) – POINT DE REJET N°3

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur (point de rejet n°3) considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Débit de référence	Moyen journalier : 2 850 m³/j		
Paramètre	Concentration sur un échantillon moyen 24h en mg/L	Flux maximal journalier en kg/j	Flux en g/t de malt produit
DCO ⁽¹⁾	120	285	650
DBO ₅ ⁽¹⁾	30	71,25	200
MEST ⁽¹⁾	35	85,5	200
Azote global ⁽²⁾	7,5	21,5	-
Phosphore total	2	5,7	-

⁽¹⁾ Sur effluent non décanté

⁽²⁾ Comprend l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé.

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses de référence sont conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4.4.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES DE VOIRIE APRÈS ÉPURATION

Les eaux pluviales polluées et non polluées sont collectées dans les installations et sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur considéré si :

Article 4.4.11.1. Pour les points de rejet n°1 et 5

Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel (Seine et infiltration) respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Concentration moyenne journalière en mg/L
MES	35
DCO	125
DBO ₅	30
Hydrocarbures	5

Article 4.4.11.2. Pour les points de rejet n°2, 4, 6, 8, 10

Les eaux pluviales rejetées au réseau communal de la commune de NOGENT-SUR-SEINE sont conformes à l'autorisation de rejet.

TITRE 5 – DÉCHETS

CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Une procédure interne à l'établissement, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DE DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont estimés aux quantités suivantes :

Article 5.1.6.1. Déchets produits par SOUFFLET MALT

Désignation	Code	Caractéristiques	Quantité générée en t/an (estimation)	Lieu de stockage	Quantité maximale stockée
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	15.02.02*	Absorbants papier ou poudre contaminés d'huile utilisés lors de fuite	< 0,5	Couloir sous la salle de commande	Fût de 200 l
Huiles usagées	13.01.13*	Huile de maintenance	1,32	Sur bacs de rétention entre les cases 4 et 5	Fût de 200 l
Piles et accumulateurs	16.06.03* ou 16.06.05	Piles usées et accumulateurs d'appareils pouvant contenir du mercure	0,240	Couloir sous la salle de commande	Caisse en métal
Solvants	14.06.03*	Fontaine dégraissant de la maintenance	0,55	Local à huile	Fût de 50l
Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	21.01.21*	Néons d'éclairage	200 tubes	Couloir sous la salle de commande	Vrac dans un fût de 200l
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses	15.01.10*	Fûts, bidons ayant contenu des produits type huile, graisse	2		
Gaz en récipients à pression	16.05.04*	Aérosols	0,15		
Métaux	20.01.40	Matériel en ferraille usagé	5	À l'extérieur le long de la case germination n° 6	Vrac
Cartouches d'imprimante vides contaminées d'encre	08.03.08 et 08.03.18	Imprimante des bureaux	< 0,1		
Déchets en mélange	20.03.01	Divers	90	Derrière la touraille	1à2 bennes DIB de 5m ³
Boues provenant du traitement in situ des effluents	02.03.05	Station épuration	5 000	A côté bâtiment presse à boues	2 à 3 bennes
Produits chimiques mis au rebut	16.05.06*	Tubes DCO analyse des eaux usées	0,03	Au laboratoire	Container
Boues de curage des séparateurs à hydrocarbures	13.05.02*	Boues de curage des séparateurs à hydrocarbures	Non défini		
Mâchefers, scories et cendres sous chaudière	10.01.01	Cendres sous grilles	700	À proximité de la chaudière biomasse	Bennes

Cendres volantes provenant de la co-incinération contenant des substances dangereuses	10.01.16*	Cendres volantes La destination des cendres dépend des analyses qui sont effectuées et de la détection éventuelle de substances dangereuses	300	À proximité de la chaudière biomasse	benne
Cendres volantes provenant de la co-incinération autres que celles visées par la rubrique 10.01.16*	10.01.17			À proximité de la chaudière biomasse	benne

Les boues de la station d'épuration sont stockées dans des bennes fermées étanches ne pouvant engendrer une pollution sur le réseau.

Article 5.1.6.2. Déchets produits par SOUFFLET AGRICULTURE

Désignation	Code	Caractéristique du déchet	Quantité générée en t/an (estimation)	Lieu de stockage	Quantité maximale stockée sur site
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	15.02.02*	Absorbants papier ou poudre contaminés d'huile utilisés lors de fuite	< 0,5	Couloir sous la salle de commande	Fût de 200 l
Huiles usagées	13.01.13*	Huile de maintenance	< 1	Sur bacs de rétention entre les cases 4 et 5	Fût de 200l
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses	15.01.10*	Fûts, bidons ayant contenus des produits type huile, graisse	< 1		
Métaux	20.01.40	Matériel en ferraille usagé	1	A l'extérieur le long de la case germination n° 6	Vrac
Déchets en mélange	20.03.01	Divers	2	Derrière la touraille	1à2 bennes DIB de 5m ³
Produits chimiques mis au rebut	16.05.06*	Tubes DCO analyse des eaux usées	0,03	Au laboratoire	Container
Boues de curage des séparateurs à hydrocarbures	13.05.02*	Boues de curage des séparateurs à hydrocarbures	Non défini		

Article 5.1.6.3. Déchets produits par InVivo Group

Désignation	Code	Caractéristique du déchet	Qté générée par an (estimation)	Lieu de stockage	Quantité maximale stockée
Déchets liés aux traitements de l'eau					
Déchets de la filtration microbiologique	19.09.99	Filtres	20 kg		Sacs
Déchets des laboratoires					
Filtres servant aux analyses	20.03.01	Filtres d'analyses	500 kg		Container
Réactifs labo	16.05.06	Réactifs labo usagés pouvant contenir de substances polluantes	100 l		Bidons sur rétention
Emballages de produits chimiques	15.01.10	Emballages plastiques ou verre souillés	4 t	Auvent au Sud de la halle	Benne
Déchets contenant des micro-organismes	02.03.99	Matières organiques	500 kg		Sacs
Déchets liés aux opérations de maintenance					
Huiles usagées	13.01... 13.02...	Huiles de maintenance	200 kg	Auvent au Sud de la halle	Bidons
Graisses usagées	12.01.12	Graisse de maintenance	100 kg		Fûts
Chiffons absorbants	15.02.02	Chiffons souillés utilisés pour la maintenance	1 t		Bacs
Ferrailles	17.04.07	Matériel en ferrailles usagés ou chutes de matériaux	2 t		Bennes
Bombes aérosols vides	16.05.04	Aérosols utilisés pour la maintenance	50 kg		Cartons
Tubes fluorescents/ampoules	20.01.21	Néons d'éclairage	500 kg		Cartons
Piles	20.01.33 20.01.34	Piles usagées pouvant contenir de métaux lourds	10 kg		Cartons
Déchets banals					
Conteneurs d'encre	08.03.18	Cartouches d'imprimantes usagées des bureaux et labo	100 kg	Auvent au Sud de la halle	Cartons
Matériel informatique usagé	20.01.36	Ordinateurs, imprimantes usagés	100 kg		Cartons

TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 6.1.4. VIBRATIONS

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs anti-vibratiles efficaces.

CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points LP2, LP3 et LPX	70 dB(A)	60 dB(A)
ZER 1	55 dB(A)	50,5 dB(A)
ZER 2	64,5 dB(A)	46,5 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée, ainsi que les points de mesure sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 6.2.3. NIVEAUX LIMITES VIBRATOIRES

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage et pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 6.2.4. TRAVAUX DE RÉDUCTION DE L'IMPACT SONORE

L'exploitant réalise de nouveaux travaux de réduction de l'impact sonore de ses installations, concomitamment à l'augmentation de capacité du site.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1. PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise, sous sa responsabilité, les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2. CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. NATURE ET RISQUE DES PRODUITS STOCKÉS DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations. En particulier, l'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.

Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

ARTICLE 7.2.2. INVENTAIRE DES PRODUITS STOCKÉS DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant tient à jour un état des matières, substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité et emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur.

Ces documents sont tenus à jour en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.2.3. ÉTIQUETAGE DES PRODUITS STOCKÉS DANS L'ÉTABLISSEMENT

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits ou éventuellement leur code et, s'il y a lieu, les symboles de danger, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.2.4. ZONAGE DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 7.2.5. INFORMATION PRÉVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINOS EXTERNES

L'exploitant tient les exploitants des installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude des dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations.

Il transmet copie de cette information au préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

ARTICLE 7.2.6. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les installations du site, ainsi que le périmètre de la zone d'exposition aux risques nécessitant une maîtrise de l'urbanisation, périmètre résultant notamment de l'évaluation des zones d'effets déterminées par l'étude de dangers et qui est porté à la connaissance du maire de NOGENT-SUR-SEINE, figurent sur le plan joint au présent arrêté. Dans cette zone, à l'intérieur de l'enceinte de son établissement, l'exploitant n'affecte aucun bâtiment à la présence permanente de tiers.

CHAPITRE 7.3. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Article 7.3.1.1. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...). En particulier, toutes dispositions sont prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, stockages, ou leurs annexes.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Cette clôture aura une hauteur de 2 m minimum.

La zone réservée au chargement des péniches est équipée d'un panneau précisant que l'accès est réservé aux personnes autorisées.

Article 7.3.1.2. Véhicules liés à l'exploitation

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'établissement.

Article 7.3.1.3. Accès à l'établissement

L'établissement est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.1.4. Contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

En dehors des heures d'exploitation, les portails d'accès sont fermés à clés.

Article 7.3.1.5. Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.3.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX

Article 7.3.2.1. Conception des bâtiments et des locaux

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

Les locaux techniques associés à la touraille et dans lesquels sont situés les brûleurs sont construits en béton.

Les locaux où sont installés les transformateurs sont en maçonnerie.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.3.3.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 7.3.5. PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS

L'exploitant doit pouvoir justifier qu'il répond aux prescriptions du Plan de Prévention des Risques Inondations et qu'il a fait les démarches nécessaires en termes de compensation hydraulique.

Les installations sont protégées contre les risques d'inondation et les éventuelles conséquences.

ARTICLE 7.3.6. ORGANISATION DU STOCKAGE

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés.

CHAPITRE 7.4. GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou sur une canalisation contenant des substances dangereuses.

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévoient également :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Les consignes sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 7.4.2. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

L'exploitant met en place un plan de formation qui est réactualisé tous les ans.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,

- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.4.5.1. « Permis d'intervention » ou « Permis feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » (plan de prévention) et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

CHAPITRE 7.5. FACTEURS ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1. LISTE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

ARTICLE 7.5.2. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

ARTICLE 7.5.3. UTILITÉS DESTINÉES À L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

CHAPITRE 7.6. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux et des sols.

ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions sont notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits sont indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.6.3. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention sont construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

En cas d'incendie, un bassin de rétention des eaux d'extinction de 360 m³ est implanté sur le site. Ce bassin dispose d'une membrane étanche et son bon état est contrôlé périodiquement, selon une procédure interne au site. Les rapports de contrôles sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.4. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations sont installées à l'abri des chocs et donnent toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.6.5. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Avant rejet, l'exploitant s'assure de la compatibilité avec le milieu naturel.

ARTICLE 7.6.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Les opérations de chargement et de déchargement sont réalisées en présence d'un opérateur de l'établissement affecté à ces opérations. Un dispositif d'arrêt d'urgence est mis en place sur chaque poste de chargement et de déchargement. Les consignes liées à l'exploitation des installations de chargement et de déchargement font l'objet d'une procédure écrite et sont affichées au niveau de chaque poste. Elles prévoient notamment l'isolement des aires de chargement et de déchargement et du réseau d'eaux pluviales pendant les opérations de transfert de produits.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions citernes.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

ARTICLE 7.6.8. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude de dangers et des différentes conditions météorologiques.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

Les installations de réfrigération et de compression sont munies de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

ARTICLE 7.7.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un débit de 240 m³/h pendant 2 heures (dont un tiers minimum des besoins en eau sur le réseau sous pression). Les points d'eau ou les aires d'aspiration sont disposés de manière à ce que la distance de chaque bâtiment par rapport à un point d'eau ne soit pas supérieur à 150 m. Ce débit est susceptible d'être satisfait par l'une des solutions suivantes, ou par leur combinaison :
 - un réseau de distribution d'eau débitant au moins 240 m³/h sous une pression de 1 bar, comportant des poteaux ou bouches d'incendie normalisés (NF EN 14384 et NFS 62-200), avec un appareil implanté à 100m de l'entrée principale du bâtiment. Si d'autres appareils sont implantés, ils sont éloignés d'un maximum de 200m du premier.
 - À défaut, une réserve incendie ou tout autre point d'eau conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951, offrant la capacité complémentaire pour atteindre 480 m³, accessible à un engin incendie, situé à 400m de l'entrée principale du bâtiment ;

- disposer d'aires d'aspiration en dehors des zones d'effets de surpression déterminées dans l'étude des dangers ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ce matériel est périodiquement contrôlé et la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil ;
- deux extincteurs à poudre de 9 kg par brûleur de la malterie Nogent 1 avec un maximum de 4 extincteurs ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

La chaudière biomasse est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- 2 extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés ;
- une réserve d'au moins 0,1 m³ de sable maintenu meuble et sec et des pelles (hormis pour les installations n'utilisant qu'un combustible gazeux) ;
- un dispositif d'extinction automatique mis en place sur la trémie (16m³/h pendant 2 heures au minimum) ;
- un dispositif d'obturateurs gonflable ou tout autre dispositif équivalent permettant de retenir l'ensemble des eaux générées en cas d'incendie.

L'exploitant doit justifier la disponibilité effective des débits d'eau au préfet. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer : cette consigne est affichée en caractères très apparents sur la porte d'entrée des bâtiments, dans les locaux de charge de batteries et à l'intérieur des locaux avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu »,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment),

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.7.6. PLAN D'OPÉRATION INTERNE

L'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI). Ce plan définit les mesures d'organisation et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Régulièrement mis à jour et transmis aux différents services concernés, il distingue les différents phénomènes dangereux possibles sur le site et la stratégie d'intervention retenue pour chacun d'eux.

Le préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de POI qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

Le POI est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque nouvelle modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Des exercices réguliers sont réalisés, au minimum une fois tous les 3 ans, en liaison si possible avec les sapeurs-pompiers pour tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice.

ARTICLE 7.7.7. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie tous les ans. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier :

- connaissance des différents types d'alarmes
- contrôle du respect des règles d'évacuation
- apprentissage de l'utilisation des extincteurs notamment au cours d'exercices
- vérification que la gestion de crise du site est opérationnelle à n'importe quel moment.

ARTICLE 7.7.8. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS

Article 7.7.8.1. Bassin de confinement et bassin d'orage

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Article 7.7.8.1.1. Malterie Nogent 1

Le volume de rétention nécessaire est de 120 m³. Ce confinement est réalisé passivement par le volume disponible sous les cellules du silo Malt 1 de 119 m³ et par la fosse de déchargement des camions du silo Orge 1 pour un volume de 40 m³.

Article 7.7.8.1.2. Malterie Nogent 2

Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 720 m³, muni d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. Dans le cas d'une vanne manuelle, l'établissement fait l'objet d'une procédure.

Article 7.7.8.1.3. Silo orge 1

Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 300 m³, muni d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. Dans le cas d'une vanne manuelle, l'établissement fait l'objet d'une procédure.

Article 7.7.8.1.4. Silo malt 2

Le volume de rétention nécessaire est de 240 m³. Ce confinement est réalisé passivement par les volumes suivants :

- 210 m³ disponibles au pied de l'élévateur du silo Malt 2 ;
- 32 m³ disponibles sous le pont-bascule longeant ce silo ;
- 27 m³ disponibles sous la fosse de déchargement au niveau du silo France Luzerne ;
- 95 m³ disponibles sous le bâtiment France Luzerne.

Article 7.7.8.1.5. Unité de granulation

Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 330 m³, muni d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. Dans le cas d'une vanne manuelle, l'établissement fait l'objet d'une procédure.

Article 7.7.8.1.6. Halle technologique

Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 360 m³, muni d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. Dans le cas d'une vanne manuelle, l'établissement fait l'objet d'une procédure.

Article 7.7.8.1.7. Station de distribution de carburants

Ce confinement est réalisé par une rétention déportée de 30 m³, associée à l'aire de dépotage.

Article 7.7.8.1.8. Silo Orge 2

Ce confinement est réalisé par le bassin de rétention imperméabilisé des eaux pluviales d'un volume minimum de 300 m³, muni d'une vanne permettant l'isolement de ces eaux. Dans le cas d'une vanne manuelle, l'établissement fait l'objet d'une procédure.

TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 8.1. INSTALLATIONS DE COMBUSTION DES MALTERIES (HORS CHAUDIÈRE BIOMASSE)

ARTICLE 8.1.1. ACCESSIBILITÉ

Un espace suffisant est aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

ARTICLE 8.1.2. FORMATION DU PERSONNEL

Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée doit leur être dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.

ARTICLE 8.1.3. VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

ARTICLE 8.1.4. PROCÉDURES D'URGENCE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire).

Ces procédures sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 8.1.5. TUYAUTERIE

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité des installations gaz. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie contenant du combustible ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. La consignation d'un tronçon de canalisation s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

À l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de la rédaction et de l'observation d'une consigne spécifique.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.

ARTICLE 8.1.6. SÉCURITÉ

Article 8.1.6.1. Conception des canalisations

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Article 8.1.6.2. Dispositifs de sécurité

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions « ouverte » et « fermée ».

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques⁽¹⁾ redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz⁽²⁾ et un pressostat⁽³⁾. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

⁽¹⁾ Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

⁽²⁾ Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

⁽³⁾ Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

Article 8.1.6.3. Détection des gaz

L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 38 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

ARTICLE 8.1.7. ÉQUIPEMENT DES APPAREILS DE COMBUSTION

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

CHAPITRE 8.2. MALTERIE NOGENT 2

ARTICLE 8.2.1. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Concernant la malterie, les dispositions suivantes sont mises en place afin de limiter les risques :

- la malterie est mise en place sur une dalle en béton,
- les bâtiments relatifs aux locaux techniques germoirs et touraillages sont constitués en béton,
- la tour de fabrication de la malterie est équipée d'une colonne conforme aux normes et réglementations en vigueur.

Article 8.2.1.1. Touraillage

L'activité de touraillage est équipée des dispositifs de sécurité suivants :

- contrôles de la température d'air tout au long du process (sondes de régulation),
- sondes sur l'automate
- sondes de sécurité sur le circuit process.

L'exploitant justifie la représentativité de la méthode d'échantillonnage des produits, en sortie de l'installation de touraillage pour déterminer leur température et leur humidité, avant stockage dans les silos « Malt 1 ». Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées la procédure de maîtrise du process de touraillage, ainsi que celle qui garantit une maintenance efficace des installations de touraillage.

Article 8.2.1.2. Trempe

L'exploitant vérifie périodiquement les équipements de la malterie et notamment l'usure et l'absence de fuite de la cuve de trempe.

Article 8.2.1.3. Détection associée aux brûleurs

Des capteurs de détection de gaz sont installés dans les locaux accueillant les brûleurs. Les vannes automatiques de coupures sont asservies à ces capteurs.

En cas de fuite de gaz, la coupure automatique de l'alimentation électrique est effectuée (asservissement).

Les brûleurs, conformes à la réglementation des appareils à pression sont munis des organes de sécurité suivants :

- soupapes de sécurité,
- thermomètres et manomètres,
- alarmes d'arrêt général,
- alarmes d'arrêt du brûleur, alarmes d'extinction de flamme,
- sécurité d'arrêt l'alimentation en cas d'extinction de flamme,
- clapets d'explosion,
- indicateurs de température et de pression.

Article 8.2.1.4. Gestion du risque inondation

Une surveillance du risque inondation est mise en place, s'appuyant notamment sur les données Vigicrue de la Seine à la station hydrographique de PONT-SUR-SEINE. Une procédure relative à cette surveillance précise les actions à mettre en œuvre au regard de la hauteur d'eau atteinte. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer notamment le maintien hors d'eau des installations techniques relatives à la station d'épuration.

CHAPITRE 8.3. CHAUDIÈRE BIOMASSE

ARTICLE 8.3.1. SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLES

Les produits autorisés à être utilisés se décomposent de la manière suivante :

Issues de céréales	Quantité (t/an)	% moyen dans le mélange	% mini dans le mélange	% max dans le mélange
Blé	6 500	34,4	20	50
Orge	6 000	31,7	20	50
Colza	3 900	20,6	10	30
Maïs	960	5,1	0	10
Tournesol + divers	52	0,3	0	10
Industriel	1 500	7,9	0	20

ARTICLE 8.3.2. RÈGLES D'IMPLANTATION

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :

- a. 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,
- b. 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

ARTICLE 8.3.3. COMPORTEMENT AU FEU DES BÂTIMENTS

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe M0 (incombustibles),
- stabilité au feu de degré une heure,
- couverture incombustible.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). La surface minimale des exutoires est de 2 % de la surface géométrique de la toiture et les commandes sont automatiques et manuelles. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faibles résistance...).

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu, vis-à-vis des locaux contigus et installations et stockages pour lesquels les distances de 10 m ne peuvent être respectées, suivantes :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure au moins.

ARTICLE 8.3.4. ACCESSIBILITÉ

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Des aires de stationnement sont aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible et, le cas échéant, l'évacuation des cendres et des mâchefers.

Un espace suffisant est aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

ARTICLE 8.3.5. VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

ARTICLE 8.3.6. ISSUES

Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

ARTICLE 8.3.7. ALIMENTATION EN COMBUSTIBLE

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions « ouverte » et « fermée ».

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

ARTICLE 8.3.8. CONTRÔLE DE LA COMBUSTION

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Notamment, les défauts de fonctionnement suivants sont mis en place :

- Équipement de chauffage :
 - perte de pression
 - niveau bas de combustible dans les silos d'approvisionnement
 - arrêt de système d'approvisionnement en combustible
 - niveau haut dans le collecteur de mâchefers

- Chambre de combustion en dépression :
 - passage en pression positive
 - évacuation des fumées
 - arrêt du ventilateur d'extraction des fumées
- Système d'alimentation :
 - une augmentation anormale de la température du système d'alimentation est mesurée par 2 systèmes de sécurité indépendants
 - un seuil de température doit déclencher l'injection d'eau dans le système d'introduction du combustible

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

ARTICLE 8.3.9. ENTRETIEN ET TRAVAUX

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

ARTICLE 8.3.10. CONSIGNES D'EXPLOITATION DE LA CHAUDIÈRE BIOMASSE

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Les consignes d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 8.3.11. EXPLOITATION

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

ARTICLE 8.3.12. MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

Les dispositions suivantes s'appliquent aux silos.

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Conformément à l'étude réalisée par l'exploitant, ainsi qu'aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes. En particulier, lorsque la technique le permet, les dispositifs suivants sont installés :

Type	Équipement /volume	Surface minimale nécessaire	Nature des surfaces	Pression statique d'ouverture
	Boisseau n°1	4,6 m ²	Tôle métallique	100 mbars
	Boisseau n°2	4,6 m ²		
	Boisseau n°3	4,6 m ²		
	Zone sous boisseaux	45,2 m ²		100 mbars

Les surfaces soufflables sont réalisées en matériau léger (polycarbonate) ou harnachées afin d'éviter les phénomènes de projection en cas de réalisation avec un matériau plus « lourd » (bac acier...)

L'évent des boisseaux est équipé d'un dispositif d'attache et ne pas présenter de risque d'effet missile.

Ces dispositifs sont dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. L'exploitant est en mesure de préciser la nature et de fournir les notes de calcul de ces dispositifs.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant doit démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

CHAPITRE 8.4. UNITÉ DE GRANULATION DE POUSSIÈRES

ARTICLE 8.4.1. CONCEPTION DES BÂTIMENTS ET DES LOCAUX

Les bâtiments et les locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie et à permettre le confinement des fuites de gaz toxiques et leur traitement.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Dès la conception des installations, l'exploitant privilégiera les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres.

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits, qui pourrait entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations ou appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux porteront de manière très lisible la dénomination de leur contenu, le numéro et le symbole de danger. À proximité des aires de stockage permanentes de produits dangereux en récipients mobiles sont indiqués de façon très lisible le ou les numéros des symboles de dangers correspondants aux produits stockés.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en récipients mobiles sont indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symbole de danger correspondant.

ARTICLE 8.4.2. SALLE DE CONTRÔLE ET DISPOSITIF DE CONDUITE DES UNITÉS

Les salles de contrôle des unités sont conçues de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des dispositifs matériels associés à la sécurité des unités, contre les effets d'accidents susceptibles de survenir dans leur environnement proche, tels incendie, explosion, émission de gaz toxique.

Cette protection est suffisante notamment pour que :

- les procédures d'arrêt d'urgence, d'isolement, puissent être mises en œuvre jusqu'à achèvement,
- le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations potentiels sont mis à disposition du personnel de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques. Des protections individuelles sont adaptées aux interventions normales et aux circonstances accidentelles, elles sont accessibles en toute circonstance.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle. Ce dispositif de conduite comportera la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations. De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation. Il est assuré par deux systèmes indépendants :

- l'un dit « système de conduite » assurant la conduite de la marche normale de l'unité et son maintien dans les limites du domaine de fonctionnement,
- l'autre dit « système de sécurité », assurant la mise en sécurité de l'unité en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

Les actions déclenchées par ce dernier système ne devront pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite, ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

ARTICLE 8.4.3. SYSTÈMES D'ALARME ET DE MISE EN SÉCURITÉ

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Chaque installation peut être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

- dérive du procédé au-delà des limites fixées dans le dossier de sécurité,
- incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prendra en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation :

- automatiquement par l'intermédiaire du système de sécurité,
- et/ ou par action manuelle sur des commandes du type « coup de poing » déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence ou d'isolement sont classés « équipements importants pour la sécurité ». Ils sont clairement repérés et pour les commandes « coup de poing » facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.

ARTICLE 8.4.4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

ARTICLE 8.4.5. VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'aire extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage des bâtiments environnants.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 8.4.6. NETTOYAGE DES LOCAUX

Tous les locaux sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines. La fréquence de nettoyage est fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier n'est pas supérieur à 50 g/m².

Le nettoyage des silos est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateur ou de centrales d'aspiration. Le matériel utilisé pour ce nettoyage est étanche aux poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage fait l'objet de consignes particulières de manière à limiter la mise en suspension dans l'air des poussières.

ARTICLE 8.4.7. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES DES BÂTIMENTS

Article 8.4.7.1. Anciens bâtiments de l'unité de granulation

Article 8.4.7.1.1.

Les éléments porteurs des structures métalliques sont protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

Article 8.4.7.1.2.

Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours.

La partie haute des toitures comporte des exutoires de fumées, à concurrence de 1/100 de la surface au sol des ateliers ou cellules de stockage.

Les commandes manuelles, doublées d'une commande automatique, sont accessibles depuis les issues du bâtiment de fabrication ou de chacune de cellules.

Article 8.4.7.2. Locaux – chaufferie – basse tension – compresseur

La stabilité au feu des structures de ces locaux est d'au moins deux heures. L'usage de matériaux combustibles est limité.

Les blocs portes d'accès sont pare-flammes, de degré 1/2 heure, et équipés d'un ferme-porte.

Il n'existe pas de porte permettant une communication directe entre ces locaux et les unités de fabrication.

Ces locaux sont ventilés directement sur l'extérieur. Toute élévation anormale de la température entraîne l'arrêt immédiat du brûleur.

Les organes de coupure d'alimentation de l'énergie électrique et du gaz naturel sont placés à l'extérieur des locaux basse tension et chaufferie.

Article 8.4.7.3. Unité de granulation – broyeur des issues (anciens bâtiments)

L'absence et l'excès de matière première sont deux paramètres mesurés à différents niveaux de l'installation.

L'arrêt et le dysfonctionnement (bourrage) d'un des équipements utilisés dans cette unité entraîne au minimum l'arrêt de tous les équipements en amont.

Les dispositifs de contrôle des appareils de fabrication ou de transport de matière sont conformes au tableau figurant en page V-9 du dossier de demande d'autorisation initiale.

Toutes les zones où une explosion peut se produire sont reliées à des événements d'explosion, conformes aux engagements pris par l'exploitant page V-16 du dossier de demande d'autorisation initial.

Tous les moteurs électriques de plus de 10 kW sont équipés de sondes de protection thermique permettant de détecter une élévation anormale de la température et d'arrêter l'équipement concerné.

Avant que l'installation ne se mette en marche et après son arrêt, l'installation est ventilée.

Pour que les différents équipements fonctionnent, il est nécessaire que les ventilateurs aient atteint le régime voulu et que les transporteurs soient en marche.

Article 8.4.7.4. Comportement au feu des nouveaux bâtiments

Article 8.4.7.4.1. Réaction au feu

Les bâtiments abritant l'installation doivent présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A 1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible).

Article 8.4.7.4.2. Résistance au feu

Les bâtiments abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).

Article 8.4.7.4.3. Toitures et couvertures de toiture

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe Broof (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).

Article 8.4.7.4.4. Désenfumage

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).

Ces dispositifs sont conformes aux normes en vigueur et être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Ces dispositifs incluent des exutoires à commandes automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne doit pas être inférieure à :

- 2 % de la superficie des locaux si celle-ci est inférieure à 1 600 mètres carrés ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 mètres carrés sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Article 8.4.7.4.5. Dispositifs de sécurité

Concernant l'unité de granulation, les dispositions suivantes sont mises en place afin de limiter les risques :

- détecteurs de fumées au niveau du malaxage,
- contrôle de température et de pression au niveau de la presse,
- détecteurs de fumées au niveau du refroidisseur,
- contrôleur de déport de bande et bande non propagatrice de flamme pour le stockage de granulés.

CHAPITRE 8.5. SILOS DE STOCKAGE

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les silos de stockage de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

ARTICLE 8.5.1. GÉNÉRALITÉS

Article 8.5.1.1. Définitions

Au sens du présent arrêté, le terme "silo" désigne l'ensemble :

- des capacités de stockage type vrac quelle que soit leur conception ;
- des fosses de réception, des galeries de manutention, des dispositifs de transport (élévateurs, transporteurs à chaîne, transporteurs à bande, transporteurs pneumatique) et de distribution des produits (en galerie ou en fosse), des équipements auxiliaires (épierreurs, tarares, dépoussiéreurs, tamiseurs, séparateurs magnétiques ou tout autre dispositif permettant l'élimination de corps étrangers) ;
- des tours de manutention ;
- des trémies de vidange et de stockage des poussières.

On désigne par "silo plat", un silo dont les capacités de stockage ont une hauteur des parois latérales retenant les produits inférieure ou égale à 10 mètres au-dessus du sol.

On désigne par "silo vertical", un silo dont les capacités de stockage ont une hauteur des parois latérales retenant les produits supérieure à 10 mètres au-dessus du sol.

On désigne par "boisseau de chargement" ou "boisseau de reprise" la capacité de stockage située au-dessus d'un poste de chargement dont le volume est inférieur à 150 m³.

Aucune antenne ne peut être placée sur les silos de stockage.

Article 8.5.1.2. Stockages

Les cellules du silo vertical Terray 2 sont maintenues vides jusqu'à ce que l'exploitant signe avec la mairie un bail emphytéotique d'utilisateur exclusif de ces routes.

Un état précis des stocks et de la répartition des produits sur le site est tenu à jour.

La liste des produits est conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage est compatible avec les mesures de prévention et de protection existantes.

Article 8.5.1.3. Formation

L'ensemble du personnel, y compris intérimaires et saisonniers, doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement et une formation spécifique à l'application des consignes d'exploitation et de sécurité.

Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé, mis à jour et renouvelé régulièrement.

Article 8.5.1.4. Circulation au niveau des silos

À proximité de la Seine, des panneaux sont mis en place de façon à signaler la présence d'installations à risques et à empêcher le stationnement de tierces personnes à proximité. Cette interdiction ne s'applique pas aux cas des chargements et déchargements de péniches associés à l'établissement durant cette phase d'exploitation des installations.

Article 8.5.1.5. Aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits.

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargement et de déchargement sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires sont régulièrement nettoyées.

Article 8.5.1.6. Nettoyage des locaux

Tous les locaux sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé est exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Les opérations de nettoyage font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

En période de collecte, l'exploitant doit réaliser un contrôle quotidien de l'empoussièrement des installations qui est consigné, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.

Article 8.5.1.7. Procédure d'intervention

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
 - les mesures de protection définies ;
 - les moyens de lutte contre l'incendie ;
 - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
 - la procédure d'inertage ;
 - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.5.2. PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Article 8.5.2.1. Moyens de protection contre les explosions

Les dispositions suivantes s'appliquent aux silos.

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;
- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non-enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Article 8.5.2.1.1. Découplage

Les cellules du silo malt 2 et du silo orge 1 sont toutes indépendantes, il n'y a pas de communication entre la tour de travail et le reste du silo et notamment galerie sur cellules et espace sous-cellules.

Les dispositifs de découplage suivants sont installés :

Silo	Volume A	Volume B	Caractéristiques du découplage entre A et B
Y	Tour de manutention	Galeries enterrées *	4 portes de 500 mbar
	Tour de manutention	Galerie supérieure n°1	Cloison 400 mbar Porte 500 mbar
	Tour de manutention	Galerie supérieure n°2	Cloison 450 mbar Cloison 560 mbar Porte 500 mbar
	Tour de manutention	Galerie supérieure n°3	Cloison 570 mbar 2 portes 500 mbar
Silo malt 1	Tour de manutention	Galeries enterrées *	3 portes de 500 mbar
	Tour de manutention 8 ^e étage	Espace entre cellules *	2 Cloisons 320 mbar 2 portes 500 mbar
	Tour de manutention 9 ^e étage	Espace entre cellules *	Cloison 560 mbar 2 portes 500 mbar
Terray 3	Tour de manutention 2 ^e étage	Espace sur cellules *	Paroi REI 120 et 200 mbar
	Tour de manutention 3 ^e étage	Espace sur cellules *	Paroi REI 120 et 200 mbar
France Luzerne	Tour de manutention	Espace sur cellules *	Cloison 100 mbar Porte 100 mbar

* Pour assurer le découplage des volumes non éventables ou non suffisamment éventés (galeries enterrées ou autre impossibilité technique) avec les autres volumes des silos, l'exploitant s'assure que le découplage mis en place est dimensionné pour :

- stopper une explosion se produisant dans la tour de manutention et se propageant vers ces galeries,
- laisser passer une explosion se produisant dans ces galeries vers la tour de manutention.

Les communications entre les volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc, sont aussi réduites que possible. L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place.

L'ensemble des ouvertures communiquant avec les galeries inférieure et supérieure (portes donnant des les galeries, trappes de visite de cellule...) est fermé pendant les phases de manutention.

Les portes servant de découplage sont équipées de fermeture automatique permettant de garantir la présence du découplage en tout temps, sans intervention humaine. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

Article 8.5.2.1.2. Événements et surfaces soufflables

Conformément à l'étude des dangers réalisée par l'exploitant et à ses compléments, ainsi qu'aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes. En particulier, lorsque la technique le permet, les dispositifs suivants sont installés :

Silo	Équipement /volume	Surface minimale nécessaire	Nature des surfaces	Pression statique d'ouverture
Silo-tampon malt	Toiture	Toute la superficie	Tôle ondulée	100 mbar
	Filtre	**	**	**
Silo malt 2	Toit de la cellule	40 m ² par cellule		13 mbars
	Zone sous-cellule	3,6 m ² par cellule		100 mbars
	Tour de manutention	Niveau 0 et Niveau 1 – 400 m ²	bardage	100 mbars
	Galerie sur cellules	445 m ²		100 mbars
Silo orge 1	Dessous des cellules	9,5 m ²	Ouverture au niveau de la jupe basse faisant office d'évent	100 mbars
	RDC	33,1 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +10,9	38,4 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +15,4	38,4 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +19,9	38,4 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars

	Tour de manutention niveau +24,4	40,2 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +29,9	38,4 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +34,4	40,2 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +39,9	33,2 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +44,9	30,3 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Tour de manutention niveau +49,9	38,6 m ²	Bardages sur les côtés	100 mbars
	Toit de la cellule	140 m ² par cellule		100 mbars
Terray 3	Toiture	Toute la superficie	Tôle ondulée	100 mbars
France Luzerne	Tour de manutention	490 m ²	Tôle ondulée	100 mbars
	Tour de manutention et espace sur cellules	Toute la superficie	Tôle ondulée	100 mbars
Silo Y	Galerie sous-cellules n°1	38 m ² répartis dans les 3 galeries	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Galerie sous-cellules n°2			
	Galerie sous-cellules n°3			
	sous-cellule C2H sous-cellule C3H sous-cellule C18H	2 m ² 2 m ² 4 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Tour de manutention	144 m ² répartis à tous les niveaux	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Galerie sur cellules n°1	30 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Galerie sur cellules n°2	40 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Galerie sur cellules n°3	38 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
Silo malt 1	Galerie sous-cellules	21 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Sous-cellule C4 Sous-cellule C8	4 m ² 4 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Tour de manutention RDC	5 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars

	Tour de manutention 3 ^e étage	13 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Tour de manutention 4 ^e étage	13 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Tour de manutention 8 ^e et 9 ^e étages	86 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars
	Galerie sur cellules 8 ^e et 9 ^e étages	59 m ²	Polycarbonate ou équivalent	100 mbars

(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Les surfaces soufflables sont réalisées en matériau léger (polycarbonate) ou harnachées afin d'éviter les phénomènes de projection en cas de réalisation avec un matériau plus « lourd » (bac acier...)

La toiture du silo malt est équipée d'un dispositif d'attache et ne pas présenter de risque d'effet missile.

La surface d'évent est suffisante pour assurer la tenue du silo et notamment ne pas entraîner de risque d'ensevelissement.

Ces dispositifs sont dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. L'exploitant est en mesure de préciser la nature et de fournir les notes de calcul de ces dispositifs.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant démontre l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

Dans le silo Marceau, la semi-tour et le hall de chargement/déchargement sont compartimentés afin d'éviter la propagation de poussières.

Article 8.5.2.2. Préconisations de l'INERIS

Article 8.5.2.2.1. Suppression des manches de décompression du silo malt 1

L'exploitant réalise la suppression des manches de décompression entre les cellules et la galerie supérieure du silo malt 1. Les éventuelles ouvertures sont obturées par des plaques métalliques ancrées dans la galerie supérieure.

Article 8.5.2.2.2. Démontage du local « pièces détachées »

L'exploitant réalise le démontage du local « pièces détachées » situé dans la galerie supérieure du silo malt 1.

Article 8.5.2.2.3. Volume vide maximal du silo malt 1

L'exploitant met en place un mode opératoire lui permettant de vérifier à tout moment que la somme des volumes libres des cellules (y compris as de carreaux) du silo malt 1 est inférieure à 1 978 m³. Ce mode opératoire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.5.2.3. *Moyens de lutte contre l'incendie*

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours. Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un débit de 120 m³/h pendant 2 heures pour la défense incendie du silo malt 1
- toutes les cellules du silo malt 1 sont équipées d'une colonne sèche
- d'une colonne sèche pouvant desservir les différents étages dans les tours de manutention du silo malt 1, des silos Y, Abattoir, Tourteaux, Terray 1 et 2
- de deux colonnes sèches, implantées dans le silo Orge 2, l'une d'entre elles étant située dans la tour de manutention et l'autre à l'opposé du silo
- d'un équipement de production de mousse haut foisonnement mobile et d'une réserve d'émulseur de 60 litres destinés à la mise en place d'un tapis de mousse en partie haute d'une cellule de stockage de manière à neutraliser le ciel gazeux ou la masse de poussières en suspension dans la cellule concernée par un éventuel risque d'incendie ou d'explosion.
- d'un dispositif de détection incendie et d'extinction automatique dans le local électrique du silo malt 1
- d'un poteau incendie situé à l'angle du silo malt 1 et de la malterie (diamètre 125 mm), d'un débit de 60 m³/h
- des extincteurs, en nombre et en qualité, adaptés aux risques sont judicieusement répartis dans l'établissement et notamment aux différents niveaux des silos.

ARTICLE 8.5.3. INERTAGE

Chaque silo possédant des cellules de stockage et des as de carreaux béton fermés (silo malt 2, silo malt 1, silo orge malterie, silos Marceau, Tourteaux et Terray 2) est équipé de raccords permettant l'inertage en cas de sinistre de ces cellules béton fermées. Pour les cellules ventilées, des raccords adaptables sont disponibles pour être fixés sur les gaines de ventilation équipant chaque cellule ; pour les cellules non ventilées, des piquages sont en place sur les trappes de vidange des cellules et munis d'un raccord adaptable.

Les équipements nécessaires (plaques métalliques équipées de raccords...) sont disponibles à tout moment, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles sur le site.

L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie dans une cellule béton fermée du site.

Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Sont également mentionnées dans cette procédure :

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;
- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;
- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci sont disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

ARTICLE 8.5.4. MESURES DE PRÉVENTION VISANT À ÉVITER UN AUTO-ÉCHAUFFEMENT

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :

	Type	Nombre	Report alarme
Silo Orge 1	Sondes thermométriques fixes	4 sondes thermométriques (14 capteurs par sonde) par cellule as de carreau également équipés de thermométrie	Supervision du conducteur du silo Y
Boisseaux à granulés	Détecteurs de fumées		
Cellules des silos Y, Abattoir, Tourteaux, Marceau, France Luzerne, silo orge Malterie et silo malt 1	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 5 capteurs par cellule	Sur supervision
Cellules des silos Terray 1, 2 et 3	Sondes thermométriques manuelles mobiles	4 sondes	
Silo Orge 2	Sondes thermométriques	3 sondes de 43,5 m à 14 capteurs par cellule 1 sonde de 45 m à 14 capteurs par cellule 1 sonde de 45 m à 14 capteurs par as de carreaux	Salle de commande du silo Y

Une procédure définit la conduite à tenir en cas de détection d'anomalie par la thermométrie.

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits sont contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

ARTICLE 8.5.5. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX APPAREILS DE MANUTENTION

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Silo	Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements
Silo malt 2	7 Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none">• Contrôleur de Rotation (CR)• Contrôleur de Bourrage (CB)
	6 Élévateurs	<ul style="list-style-type: none">• Contrôleur de Rotation sur le tambour mené (CR)• Contrôleur de Bourrage (CB)• Paliers extérieurs• Contrôleurs de déport de sangles ou de bandes (DS)• Bandes résistantes au feu
	12 transporteurs à bande	<ul style="list-style-type: none">• Bandes résistantes au feu• Contrôleur de Rotation (CR)• Contrôleur de Bourrage (CB)• Contrôleurs de déport de sangles ou de bandes (DS)• Câbles d'arrêt d'urgence
	Vis	<ul style="list-style-type: none">• Contrôleur de Bourrage (CB)
	Nettoyeur	<ul style="list-style-type: none">• Contrôleur de Rotation (CR)
	Chaque étage	<ul style="list-style-type: none">• Bouton d'arrêt d'urgence
	Cellules	<ul style="list-style-type: none">• Sondes de niveau (permettant de connaître le niveau du stockage)
	Boisseau à granulés (proximité silo malt 2)	<ul style="list-style-type: none">• Détecteur de fumée• Aspiration de l'alimentation du boisseau

	Boisseaux son de malt, Boisseaux radicales, Boisseaux malt non dégermé	<ul style="list-style-type: none"> Aspiration de l'alimentation
Silo orge 1	7 élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR) Contrôleurs de déport de sangles ou de bandes (DS) Paliers extérieurs Bandes résistantes au feu
	2 transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR) Contrôleurs de déport de sangles ou de bandes (DS) Contrôleur de Bourrage (CB) bandes ignifugées
	23 transporteurs à chaînes	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR) Contrôleur de Bourrage (CB)
	2 vis	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR)
	Nettoyeurs séparateurs	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR)
	Stockage des poussières (boisseau)	<ul style="list-style-type: none"> Aspiration
	4 filtres	<ul style="list-style-type: none"> Manches conductrices et équipements mis à la terre Évents dirigés vers l'extérieur 1 détecteur de pression
	Cellules de stockage	<ul style="list-style-type: none"> Sondes thermométriques Contrôle de niveau haut
	Boisseaux orge	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle de niveau haut Aspiration
Autres silos	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR) Contrôleur de Bourrage (CB) Contrôleurs de déport de sangles ou de bandes (DS) Sangles non propagatrices de flamme Tête et pied sous aspiration
	Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR) Contrôleur de Bourrage (CB) Tête et pied sous aspiration
	Transporteurs à bande	<ul style="list-style-type: none"> Contrôleur de Rotation (CR) Contrôleurs de déport de bandes (DS) Sangles non propagatrices de flamme Tête et pied sous aspiration
	Nettoyeurs – Émousseurs – Émietteurs – calibreurs – Bascule (1) - Pendulaire	<ul style="list-style-type: none"> Aspiration

Tous les appareils de manutention sont équipés de détecteurs de surintensité.

Les cellules et boisseaux des cellules des anciens silos malt et orge ainsi que les boisseaux du silo France Luzerne sont sous aspiration.

Tous les équipements de manutention sont dotés d'un bouton d'arrêt d'urgence type « coup de poing » et tous les moteurs sont munis de dispositifs de protection thermique.

Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant démontre l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

Tous les transporteurs à chaînes, élévateurs, et les appareils de nettoyage sont capotés afin d'empêcher la propagation de la poussière dans les aires de passage.

Les sources d'éclairages fixes ou mobiles sont protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées. L'utilisation de lampes baladeuses NON ATEX à l'intérieur des installations est proscrite.

Les matériels électriques sont a minima étanches aux poussières.

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés.

En cas de remplacement d'un appareil de manutention existant, il est équipé des dispositifs indiqués ci-dessus ou de dispositifs permettant des garanties équivalentes. Tout nouvel appareil de manutention installé, pouvant entraîner un échauffement des matières organiques présentes, est équipé de dispositifs de détection de dysfonctionnement adaptés.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage soit ne sont pas à la verticale des cellules, soit sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule. Ces matériels sont adaptés aux zones à risques d'incendie dans lesquelles ils se trouvent.

ARTICLE 8.5.6. SYSTÈME D'ASPIRATION

Pour les silos de stockage équipés d'une aspiration centralisée sur la manutention, tout défaut d'aspiration doit entraîner l'arrêt des installations.

Afin de lutter contre les risques d'explosion des systèmes d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant :

- le stockage des poussières est situé à l'extérieur des installations et ne comprend aucun matériel électrique,
- toutes les parties métalliques du ou des filtres sont reliées à la terre,

- toutes les parties isolantes (flexibles, manches,...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques,
- les canalisations d'aspiration des filtres sont régulièrement contrôlées de façon à s'assurer que rien ne gêne ou ne diminue l'aspiration,
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux (silo malt 2 et silo orge 1 a minima) ; pour les ventilateurs d'extraction placés côtés air sale du flux, s'il y en a, ils sont dotés de turbine anti-étincelles et en cas de remplacement, ils sont placés côté air propre du flux,
- les filtres à manches sont équipés d'un système de détection du décrochement ou du percement des manches (tel que opacimètre côté air propre),
- les installations sont équipées de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance,
- une mesure des débits d'air est réalisée au moins une fois par an afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage,
- s'il y a un risque d'aspiration de particules incandescentes, les filtres sont équipés en amont d'un détecteur d'étincelle,
- les filtres comprennent des événements d'explosion normalisés orientés dans des directions non dangereuses,
- les installations sont asservies aux détecteurs de dysfonctionnement (sauf sonde PTC) avec arrêt en cas de déclenchement.

En cas de changement du dispositif, celui-ci présente a minima les caractéristiques citées précédemment.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.5.7. VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois du silo malt 2. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

CHAPITRE 8.6. INSTALLATIONS DE SÉCHAGE

ARTICLE 8.6.1. AMÉNAGEMENT ET EXPLOITATION

En période de fonctionnement, la surveillance des installations de séchage est assurée en permanence. Une procédure de conduite du séchoir, incluant les réglages et nettoyage du séchoir est établie. Le personnel est formé à l'utilisation de cette procédure et aux règles de sécurité.

Le réseau d'alimentation en gaz combustible est conçu et réalisé de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans les espaces confinés. Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, chocs, température excessive...) et repérées par des couleurs normalisées. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé

à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances et à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou de stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions « ouverte » et « fermée ».

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement du séchoir, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Chaque séchoir est équipé de sondes de température permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le contrôle doit porter au minimum sur l'amont de l'entrée d'air et sur l'air dans le séchoir. En cas de dépassement d'un seuil de température, une alarme est reportée sur une supervision, une alarme sonore se déclenche et le fonctionnement des brûleurs est automatiquement stoppé. En outre, des détecteurs de niveau haut et bas du grain équipent chacun des séchoirs.

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi des travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.6.2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU SÉCHOIR DU SILO TERRAY 3

Dans le silo Terray 3, une cloison REI 120 (coupe-feu 2 heures), de résistance adaptée, visant à éviter la propagation d'un incendie, est installée entre la tour de séchage et les cases de stockage.

ARTICLE 8.6.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

En compléments des moyens définis dans le présent arrêté, les installations de séchage sont a minima équipées des dispositifs de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs, deux au minimum, placés à proximité de chaque séchoir. Les agents d'extinction utilisés sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés,
- Un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un, implanté à 200 mètres au plus du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter avec un débit et une pression suffisants, indépendamment de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tout autre matériel fixe ou mobile propre au site,
- une colonne sèche dans chaque séchoir.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

CHAPITRE 8.7. INSTALLATIONS DE COMPRESSION

ARTICLE 8.7.1. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les locaux constituant les postes de compression sont construits en matériaux M0. Ils ne comporteront pas d'étage.

Des murs de protection de résistance suffisante et formant éventuellement chicane pour l'accès aux locaux des compresseurs ou des accumulateurs entoureront ces appareils de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils d'une explosion éventuelle.

Le toit est construit en matériaux légers de manière à permettre cette large expansion vers le haut.

Des murs sépareront les locaux renfermant les appareils et tuyauteries dans lesquels le gaz séjourne ou circule de tous les locaux occupés en permanence (à l'exception du bureau du surveillant) et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

Une ventilation permanente des locaux est assurée de façon à éviter à l'intérieur de celui-ci la stagnation de poches de gaz.

ARTICLE 8.7.2. MESURES CONTRE L'INCENDIE

Les ingrédients servant au graissage et au nettoyage ne pourront être conservés dans la salle des compresseurs que dans des récipients métalliques ou dans des niches maçonnées avec porte métallique.

ARTICLE 8.7.3. PROPRETÉ ET AFFICHAGE DES CONSIGNES

Le local de compression est maintenu en parfait état de propreté ; les déchets gras ayant servi sont mis dans des boîtes métalliques closes et enlevés régulièrement.

Une consigne, dont les articles les plus importants sont affichés de façon apparente à l'intérieur et à l'extérieur du local, précise les mesures à prendre en cas d'incendie. Le personnel est entraîné à l'utilisation des moyens de secours.

ARTICLE 8.7.4. COMPRESSION DE GAZ

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés satisfont à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté empêchent la pénétration des poussières dans le compresseur.

L'établissement ne dispose pas de système de compression comportant plusieurs étages.

Un dispositif est prévu sur les circuits d'eau de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêchera la mise en marche du compresseur ou assurera son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en eau.

L'arrêt du compresseur est commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit du gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

CHAPITRE 8.8. INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION N'UTILISANT PAS DE LIQUIDES INFLAMMABLES OU TOXIQUES

ARTICLE 8.8.1. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Ces locaux ne sont pas situés en sous-sol.

Les locaux sont munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

ARTICLE 8.8.2. VENTILATION

La ventilation est assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

ARTICLE 8.8.3. DISPOSITIFS DE SECOURS

L'établissement est muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

CHAPITRE 8.9. INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES UTILISANT L'AMMONIAC COMME FLUIDE FRIGORIGÈNE

ARTICLE 8.9.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

Dès la conception des installations, l'exploitant doit privilégier les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. Les installations doivent utiliser les meilleures technologies disponibles visant notamment à réduire au maximum les quantités d'ammoniac mises en jeu.

Les installations ne doivent pas être situées en sous-sol ou en communication avec le sous-sol. Le local constituant le poste de compression ne doit pas comporter d'étage.

Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liée notamment à des effets thermiques, de surpression, des projections ou d'émission de gaz toxique.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits mis en œuvre de manière notamment à éviter toute réaction parasite dangereuse. La conception, la réalisation et l'entretien des installations doivent prendre en compte les risques de corrosion due aux phénomènes de condensation de l'humidité de l'air.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, la salle des machines est construite avec des murs REI 120. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

ARTICLE 8.9.2. RÈGLES D'IMPLANTATION

L'installation est implantée à une distance d'au moins 50 mètres des limites de propriété.

ARTICLE 8.9.3. RÉTENTION DES AIRES ET DES LOCAUX DE TRAVAIL

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8.9.4. SALLE DES MACHINES ET VENTILATION

Les salles des machines sont conformes aux normes en vigueur.

La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine.

Les moteurs des extracteurs sont protégés pour éviter tout risque d'explosion.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines.

ARTICLE 8.9.5. ÉTAT TENU À JOUR

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

ARTICLE 8.9.6. VANNES ET TUYAUTERIES

Les vannes et les tuyauteries sont d'accès facile et leur signalisation conforme à la norme NFX 08-100 ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

ARTICLE 8.9.7. VÉRIFICATIONS

Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète est vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente, désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix par l'exploitant est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 8.9.8. EXPLOITATION – SURVEILLANCE

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.

ARTICLE 8.9.9. ZONAGE DES DANGERS

Des zones de sécurité sont déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en œuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations. Les risques présents dans ces zones peuvent induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité à l'intérieur de l'installation. Il tient à jour à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones qui sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc.).

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans le plan d'urgence s'il existe (notamment au niveau des moyens d'alerte du plan d'opération interne s'il existe).

L'exploitant doit pouvoir interdire, si nécessaire l'accès à ces zones.

ARTICLE 8.9.10. RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

Article 8.9.10.1. Sécurité

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques sont établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçues pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.

Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire est justifiée et doit faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.

Article 8.9.10.2. Systèmes de détection et d'alarme

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs sont de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1^{er} seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.

Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Un extracteur antidéflagrant est asservi à cette détection ainsi qu'à la température.

Article 8.9.10.3. Opérations de purge

Les points de purge (huile, etc.) sont du diamètre minimal nécessaire aux besoins d'exploitation.

En aucun cas, les opérations de purge ne doivent conduire à une pollution du sol ou du milieu naturel. Les points de purge sont munis de deux vannes, dont une à contrepoids ou équivalent, et doivent disposer d'un point de captage permettant de renvoyer le liquide ou le gaz vers un dispositif de neutralisation.

Article 8.9.10.4. Désenfumage

Les salles de machines sont équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.

Article 8.9.10.5. Appareils à pression

L'installation est conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en œuvre du froid.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

Les matériaux servant à la fabrication des tuyauteries vannes et raccords pouvant être soumis à des basses températures doivent avoir une résistance suffisante pour être en toute circonstance, exempts de fragilité.

Toutes dispositions sont prises pour éviter un retour d'ammoniac liquide en entrée des compresseurs en fonctionnement normal ou dégradé des installations de production de froid.

Article 8.9.10.6. Détection incendie

L'exploitant doit implanter de façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie, etc.).

L'exploitant doit implanter de façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, PC incendie, etc.).

Article 8.9.10.7. Protection contre les chocs et limiteur de pression

Les installations, et en particulier les réservoirs, canalisations, équipements contenant de l'ammoniac liquide, gazeux ou biphasique, sont protégées pour éviter d'être heurtées ou endommagées par des véhicules, des engins ou des charges, etc. À cet effet, il est mis en place des gabarits pour les canalisations aériennes, les installations au sol et leurs équipements sensibles (purge, etc.) et des barrières résistant aux chocs.

De plus, un dispositif limiteur de pression est placé sur toute enceinte ou portion de canalisation, qui en régime normal peut être isolé par la fermeture d'une ou de plusieurs vannes sur phase liquide. Les échappements des dispositifs limiteurs de pression (soupapes, disques de rupture, etc.) sont captés sans possibilité d'obstruction accidentelle. Si le rejet peut entraîner des conséquences notables pour l'environnement et les personnes, il est relié à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac (réservoirs de confinement, rampe de pulvérisation, tour de lavage, etc.).

Article 8.9.10.8. Capacités d'ammoniac

Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu.

Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries doivent pouvoir être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles facilement accessibles en toute circonstance ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des coups de poing judicieusement placés.

Chaque réservoir est équipé en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, montés en parallèle et ayant une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service. Si n est le nombre de dispositifs limiteurs de pression, $n-1$ dispositifs limiteurs de pression doivent pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que la pression à l'intérieur du réservoir n'excède jamais plus de 10 % la pression maximale de service.

En des points spécifiques, les échappements des dispositifs limiteurs de pression peuvent être captés et reliés sans possibilité d'obstruction accidentelle, à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac.

Article 8.9.10.9. Vanne de sectionnement manuelle

Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou des vannes de sectionnement manuelles située(s) au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif est, si nécessaire, complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui se ferme notamment en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil défini au présent arrêté.

Les canalisations sont les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, cela visant à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. De plus, elles sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.

Les sorties des vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne etc.).

Les canalisations sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Leur bon état de conservation doit pouvoir être contrôlé selon les normes et réglementations en vigueur. Ces contrôles donnent lieu à compte rendu et sont conservés durant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 8.9.10.10. Consignes

Les opérations pouvant présenter des risques (manipulation, etc.) doivent faire l'objet de consignes écrites tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, dont les permis de feu ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou sur une canalisation contenant de l'ammoniac ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- le plan d'opération interne s'il existe ;
- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services incendie et de secours, du centre antipoison etc ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- l'étiquetage (pictogramme et phrases de risque) des produits dangereux stockés est indiqué de façon très lisible à proximité des aires permanentes de stockage d'ammoniac.

Des consignes écrites sont formalisées et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Le plan de formation tient compte de ces risques spécifiques et des rappels réguliers de ces consignes est mis en place. D'autre part, tout nouvel embauché est informé des consignes de sécurité à respecter.

Article 8.9.10.11. Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés et accessibles à proximité de l'installation et être rangés de façon sûre et protégée. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation frigorifique :

- des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ;
- des gants, en nombre suffisant, qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ;
- des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par l'ammoniac sont conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation ;
- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués.

L'ensemble de ces équipements de protection est suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels sont entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries.

L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.

Article 8.9.10.12. Formation du personnel travaillant sur les installations frigorifiques

Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. À la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant justifie les exercices qui ont été effectués ;
- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

Article 8.9.11. Opération de chargement et de vidange de l'installation

Toutes dispositions sont prises pour qu'une fuite d'ammoniac lors des opérations de chargement et de vidange de l'installation soit rapidement maîtrisée et que son extension soit la plus réduite possible.

Le véhicule-citerne est disposé de façon qu'il ne puisse au cours de manœuvres endommager l'équipement fixe ou mobile servant au transvasement ainsi que tout autre équipement ou dispositif de sécurité de l'installation de réfrigération. De plus, il est immobilisé la cabine face à la sortie.

À l'exception de celles nécessaires à la sécurité des hommes ou à la sécurité des équipements, toute opération de dégazage dans l'atmosphère est interdite. Cette interdiction doit faire l'objet d'un marquage efficace sur les équipements.

Un contrôle d'étanchéité est effectué avant remplissage de l'installation et à l'issue de chaque intervention affectant le circuit emprunté par le frigorigène.

Lors de leur entretien, de leur réparation ou de la mise au rebut, la vidange de l'installation, si elle est nécessaire ainsi que la récupération intégrale des fluides sont obligatoires. Les opérations correspondantes sont assurées par une personne compétente. La solution ammoniacale éventuellement produite au cours de ces opérations n'est rejetée à l'égout qu'après neutralisation.

Le transvasement par équilibre de phase est privilégié.

Lorsque le transvasement d'ammoniac est effectué à l'aide de flexibles, ceux-ci sont équipés conformément aux dispositions suivantes :

- les flexibles sont protégés à chacune de leurs extrémités par des dispositifs de sécurité arrêtant totalement le débit en cas de rupture du flexible ;
- ces dispositifs sont automatiques et manoeuvrables à distance pour des flexibles d'un diamètre supérieur au diamètre nominal 25 millimètres.

Les flexibles sont utilisés et entreposés après utilisation de telle sorte qu'ils ne puissent subir aucune détérioration. En particulier, ils ne doivent pas subir de torsion permanente, ni d'écrasement.

L'état du flexible, appartenant ou non à l'exploitant, doit faire l'objet d'un contrôle avant toute opération de transvasement (règlement des transports de matières dangereuses, etc.).

Les personnes procédant au transvasement sont spécifiquement qualifiées et parfaitement informées de la conduite à tenir en cas d'accident.

CHAPITRE 8.10. DÉPÔTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES (HORS STATIONS DE CARBURANTS)

Les canalisations sont adaptées aux produits et être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Il appartient à l'utilisateur ou au tiers ayant reçu délégation, de contrôler avant chaque remplissage de réservoir que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter à proximité des dépôts, du feu, sous une forme quelconque, ou d'y entreposer d'autres matières combustibles. Cette interdiction est affichée de façon permanente aux abords des dépôts ainsi qu'à l'extérieur des cuvettes de rétention.

CHAPITRE 8.11. DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES (HORS STATIONS DE CARBURANTS)

Il est interdit d'effectuer une distribution aux véhicules à moteur sans avoir, au préalable, procédé à l'arrêt du moteur. Cette interdiction est affichée, en caractères apparents, près des postes distributeurs.

Il est interdit d'approcher à moins d'un mètre de l'appareil distributeur et pendant le remplissage d'un véhicule à moins de deux mètres de l'extrémité du flexible servant de base à ce remplissage tout objet pouvant devenir facilement le siège à l'air libre de flammes ou d'étincelles ou qui comporte des points à une température supérieure à 15°C.

Les canalisations électriques alimentant les distributeurs doivent pouvoir être mises hors tension à partir d'un point d'accès facile et non situé sur l'appareil distributeur.

L'appareillage servant aux transvasements (canalisations raccords, pompes...) est toujours maintenu en parfait état d'étanchéité. L'emploi d'air ou d'oxygène pour effectuer ces transvasements est rigoureusement interdit.

CHAPITRE 8.12. STATION DE CARBURANTS

ARTICLE 8.12.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8.12.1.1. Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au présent arrêté.

Article 8.12.1.2. Plan d'implantation

L'exploitant recense et signale, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

Un plan d'implantation à jour, des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, est présent dans l'installation. Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage.

Article 8.12.1.3. Connaissance des produits – étiquetage

L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 8.12.1.4. État des volumes stockés

L'exploitant est en mesure de fournir à tout instant une estimation des volumes stockés ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées-quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Article 8.12.1.5. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au présent arrêté ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Article 8.12.1.6. Formation

Une formation du personnel lui permet :

- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;
- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;
- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées. Le préposé à l'exploitation est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.

Article 8.12.1.7. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution. En particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits.

Article 8.12.1.8. Détection et protection contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :

- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de « 60 mètres cubes » par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;
- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;
- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations de remplissage de la première catégorie. Ce type de dispositifs est également obligatoire pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers.

Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation, ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement est vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Article 8.12.1.9. Vérification périodique des équipements

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

ARTICLE 8.12.2. INTERRUPTION D'ACTIVITÉ

Lors de toute interruption d'activité de l'installation d'une durée supérieure à trois mois, une neutralisation est mise en œuvre. Cette neutralisation peut être à l'eau lorsque la durée de cette interruption d'activité est inférieure à vingt-quatre mois.

A la suite d'une intervention portant atteinte à l'étanchéité d'un réservoir enterré ou d'un de ses équipements annexes, à l'exception des opérations ponctuelles de mesure de niveau, ou avant la remise en service d'un réservoir à la suite d'une neutralisation temporaire à l'eau, un contrôle d'étanchéité est effectué selon les règles en vigueur, par un organisme agréé, avant la remise en service de l'ensemble de l'installation.

En cas de détection de fuite sur un réservoir compartimenté, le compartiment est vidé et soumis à une épreuve d'étanchéité après les travaux de réparation et avant la remise en service. Les autres compartiments du réservoir sont soumis à une épreuve d'étanchéité dans la période d'un mois suivant la remise en service du compartiment à l'origine de la fuite. Les épreuves sont effectuées selon les règles en vigueur, par un organisme agréé.

ARTICLE 8.12.3. DISPOSITIF DE COUPURE GÉNÉRALE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation. Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.

Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manœuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné.

Dans les parties de l'installation se trouvant dans des zones susceptibles d'être à l'origine d'explosions, les installations sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

ARTICLE 8.12.4. STOCKAGE

Article 8.12.4.1. Implantation

Le stockage de liquides inflammables n'est autorisé que dans des réservoirs enterrés, ces réservoirs sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées aux distances minimales suivantes mesurées horizontalement : à 2 mètres des limites de propriété ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir.

Les réservoirs sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux ou sous celui de la poussée des matériaux de remblayage.

En aucun cas une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne peut se trouver au-dessous d'un réservoir enterré.

Le réservoir est entouré d'une couche de sable surmontée d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps du réservoir.

Les parois des réservoirs sont distantes d'au moins 0,20 mètre.

Aucun stockage de matière combustible ne se trouve au-dessus d'un réservoir enterré. Tout passage de véhicules et tout stockage de matériaux divers au-dessus d'un réservoir sont interdits à moins que le réservoir ne soit protégé par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Article 8.12.4.2. Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Article 8.12.4.3. Caractéristiques

Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, y compris ceux qui ne sont pas classés au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, respectent les prescriptions du présent arrêté.

Article 8.12.4.3.1. Réservoirs enterrés

Les réservoirs enterrés sont en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable.

Article 8.12.4.3.2. Tuyauteries

Les tuyauteries aériennes sont protégées contre les chocs. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets, les vannes ou clapets d'arrêts isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent avoir une seule tuyauterie de remplissage de ces réservoirs uniquement s'ils sont à la même altitude sur un même plan horizontal et qu'ils sont reliés au bas des réservoirs par une tuyauterie d'un diamètre au moins égal à la somme des diamètres des tuyauteries de remplissage. Les tuyauteries de liaison entre les réservoirs sont munies de dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

Les tuyauteries de remplissage des réservoirs sont équipées de raccords conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les tuyauteries de raccordement des véhicules de transport de matières dangereuses. En dehors des opérations de remplissage des réservoirs, elles sont obturées hermétiquement. À proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs sont mentionnées de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente.

Les tuyauteries enterrées sont installées à pente descendante vers les réservoirs.

Les tuyauteries enterrées sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche compatible avec le produit transporté, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne.

Les tuyauteries sont conformes à la norme NF EN 14125 dans sa version en vigueur à la date de mise en service des tuyauteries ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'espace économique européen.

Lorsque les produits circulent par aspiration, un clapet anti-retour est placé en dessous de la pompe.

Un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme du réservoir) permet de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la tuyauterie. Ce point bas est pourvu d'un regard permettant de vérifier l'absence de produit ou de vapeur et est éloigné de tout feu nu. Un contrôle de l'absence de liquide est réalisé hebdomadairement au point bas précité. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Article 8.12.4.3.3. Vannes

Les vannes d'empiètement sont conformes aux normes en vigueur lors de leur installation. Elles sont facilement manœuvrables par le personnel d'exploitation.

Article 8.12.4.3.4. Dispositif de jaugeage

En dehors des opérations de jaugeage, le dispositif de jaugeage est fermé hermétiquement par un tampon.

Toute opération de remplissage d'un réservoir est précédée d'un jaugeage permettant de connaître le volume acceptable par le réservoir. Le jaugeage est interdit lors du remplissage.

Article 8.12.4.3.5. Limiteur de remplissage

Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Ce dispositif est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'espace économique européen.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage lorsque le remplissage peut se faire sous pression.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.

Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage mentionné au présent arrêté.

Article 8.12.4.3.6. Évents

Les évents sont situés sur la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation. Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage et une direction finale ascendante depuis le réservoir. Leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu. Cette distance est d'au moins 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public.

Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des tuyauteries de remplissage. Lorsque l'installation n'est pas visée par les dispositions relatives à la récupération des vapeurs, les évents sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur.

Les évents des réservoirs ou des compartiments d'un réservoir qui contiennent des produits non soumis aux dispositions de récupération des vapeurs débouchent à l'air libre et sont isolés des évents soumis aux dispositions de récupération des vapeurs qui les gardent confinés, y compris en cas de changement d'affectation des réservoirs.

Article 8.12.4.3.7. Détecteurs de fuite

Les réservoirs sont équipés de détecteurs de fuite entre les deux enveloppes qui déclenchent automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle.

Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont de classe I ou II au sens de la norme EN 13160 dans sa version en vigueur à la date de mise en service du système ou de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'espace économique européen.

Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme agréé conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

ARTICLE 8.12.5. APPAREILS DE DISTRIBUTION ET DE REMPLISSAGE

Article 8.12.5.1. Règles d'implantation

Les distances d'éloignement (en mètres) des issues d'un établissement recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} ou 4^{ème} catégorie, d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, extérieur à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion suivantes sont observées :

- 17 m pour le dépotage
- 23 m pour la distribution.

On entend par distance pour le dépotage les distances mesurées à partir du centre de l'aire de dépotage la plus proche de l'établissement concerné.

On entend par distance pour la distribution les distances d'éloignement, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution (ou de remplissage) le plus proche des établissements visés.

Par ailleurs, une distance de 5 mètres est observée entre les parois des appareils de distribution et les issues des locaux susceptibles d'accueillir le public au sein de l'installation. Cette distance est également observée entre les limites de l'aire de dépotage et ces mêmes issues.

La distance de 5 mètres est également observée aux limites de la voie publique et aux limites de l'établissement.

Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.

Article 8.12.5.2. Implantation des appareils de distribution et de remplissage

Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution. Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.

Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Article 8.12.5.3. Contrôle de l'utilisation des appareils de distribution et de remplissage

Dans le cas d'une exploitation en libre service, un agent d'exploitation (ou une société spécialisée) est en mesure d'intervenir rapidement en cas d'alarme.

Article 8.12.5.4. Appareils de distribution

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) est en matériaux de catégorie A1.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution sont ventilées de manière à éviter toute accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté constitue un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment est séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure ou empêcher leur accumulation.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau. Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Pour les installations en libre service sans surveillance, le volume en liquide inflammable délivré par opération par les appareils de distribution en libre service sans surveillance est limité à 120 litres de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) et à l'équivalent pour les autres catégories, exception faite toutefois des installations dont l'accès est réservé aux personnes formées à cet effet.

Article 8.12.5.5. Flexibles

Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur).

Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.

Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation. Pour les hydrocarbures liquides, dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 3 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.

Article 8.12.5.6. Dispositifs de sécurité

Dans le cas des installations en libre service, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne peuvent s'effectuer sans intervention manuelle. Toute opération de distribution est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Pour les cas d'une exploitation en libre service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée :

- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;
- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement « la personne » désignée en charge de la surveillance de l'installation.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions-citerne et connexion des systèmes de récupération de vapeurs entre le véhicule et les bouches de dépotage (pour les installations visées par la réglementation sur la récupération de vapeurs).

CHAPITRE 8.13. HALLE TECHNOLOGIQUE

Les bâtiments sont aménagés en vue de répondre à un niveau de confinement de classe « L2 » pour un laboratoire de recherche, de développement et d'enseignement conformément à la réglementation en vigueur.

Les zones à risque incendie (stockage de matières premières et de produits stockés conditionnés, d'emballages) sont munis de dispositifs de détection automatique d'incendie en télésurveillance 24h/24.

La salle électrique est isolée du reste de la halle par des parois coupe feu 2 heures (REI120) et une porte pare flamme ½ heure. Elle est fermée à clé. La salle est munie d'une détection automatique incendie en télésurveillance 24h/24.

CHAPITRE 8.14. STOCKAGE DE SOUFRE

Le soufre est stocké sous un abri extérieur, la quantité stockée est limitée à 25 tonnes.

CHAPITRE 8.15. STOCKAGE DE DÉCHETS EXTÉRIEURS

Au Nord-Ouest des germoirs et des trempes de Nogent 1, le stockage de déchets est réalisé à plus de 10 m de tout bâtiment.

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1. PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Ces mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation. La durée des mesures est d'au moins une demi-heure, et chaque mesure est répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargé ou très humide...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargé correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures...). Dans ce cas, tout justificatif est fourni dans le rapport d'essai.

CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

ARTICLE 9.2.2. AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 9.2.2.1. Effluent référencé n°24 à 29 et 55

En complément de l'article 31 de l'arrêté du 3 août 2018 MCP < 50 MW susvisé :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Débit	Par calcul	Non
O ₂	En continu	Oui
CO	En continu	Oui
NO _x	En continu	Oui

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence annuelle.

Article 9.2.2.2. Effluents référencés n°1 à 23 et n°30 à 40 - installations de dépolluissage des silos

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Poussières	

Article 9.2.2.3. Effluents référencés n°41 à 45 - dépolluisseurs granulation

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Poussières	

Article 9.2.2.4. Effluents référencés n°46 à 52 - séchoirs

Paramètre	Fréquence si Puissance de 1 à 5 MW Séchoirs n°49 – 50 – 51 - 52	Fréquence si Puissance de 5 à 20 MW Séchoirs n°46 – 47 - 48
Débit	Tous les 3 ans	Tous les 2 ans
Poussières		
COV NM en carbone total		
NO _x		

Article 9.2.2.5. Effluent référence n°48 - chaudière biomasse

Paramètre	Fréquence
Débit	annuelle
O ₃	annuelle
CO	annuelle
NO _x	annuelle
SO _x	annuelle
Poussières	annuelle
COVNM exprimés en carbone total	annuelle
HAP	annuelle
HCl	annuelle
HF	annuelle
PCDD/F	annuelle
Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés	annuelle
Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés	annuelle
Plomb (Pb) et ses composés	annuelle
Antimoine (Sb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cu), Étain (Sn), Manganèse (Mn), Nickel (Ni), Vanadium (V), Zinc (Zn) et leurs composés	annuelle

Article 9.2.2.6. Respect des valeurs limites

Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté ;
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats, déterminés conformément aux dispositions du présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites.

Article 9.2.2.7. Conduits d'évacuation des effluents atmosphériques

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. À défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

ARTICLE 9.2.3. AUTOSURVEILLANCE DE L'EAU DE TREMPÉ

L'exploitant réalise 4 fois dans l'année une auto-surveillance relative à la qualité des eaux de trempé (qualité bactériologique et physico-chimiques des eaux pompées).

ARTICLE 9.2.4. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Article 9.2.4.1. Effluent référencé n°3

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Autosurveillance réalisée par l'exploitant (effluent référencé n°3), après la station de traitement, en amont du point de rejet vers la Seine :

Paramètre	Fréquence	Code SANDRE	Méthode de mesure
pH	En continu		NF T 90008
Température	En continu		Méthode normalisée ou reconnue
Débit	En continu		Seuil jaugeur ou autre dispositif équivalent
MES	Journalière	1305	NF EN 872
DBO ₅	Hebdomadaire	1313	NF EN ISO 5815-1
DCO	Journalière	1314	NF T90-101 ⁽²⁾

Azote global	Journalière	1551	NF EN 12260 NF EN ISO 11905-1
Phosphore total	Journalière	1350	NF EN ISO 6878 NF EN ISO 15681-1 et -2 NF EN ISO 11885
Chlorures	Mensuelle	1337	NF EN ISO 10304-1 NF EN ISO 15682

⁽¹⁾ En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 min, la norme NF T 90-1052 est utilisable.

⁽²⁾ Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/l, la norme ISO 15705 : 2002 est utilisable.

Les analyses sont effectuées sur des échantillons non décantés.

Pour effectuer l'autosurveillance, l'exploitant pourra recourir à des méthodes de mesures dites « rapides » conformes à la norme XP T 90210.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article sont réalisées selon la fréquence minimale suivante, selon les méthodes de mesure précisées dans le tableau précédent :

Paramètre	Fréquence	Mode
pH	1 fois par trimestre	Continu sur la période de prélèvement
Température		
Débit		
MES		Sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit
DCO		
DBO ₅		
Phosphore total		
Azote global		

Les frais ainsi occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Article 9.2.4.2. Effluents référencés « Eaux pluviales de voirie »

Les eaux pluviales de voiries (toutes les eaux pluviales de voirie y compris celles de la malterie NOGENT 1 et des anciens silos notamment : EP1, Epv2, Epg, Ech, Epo, Eps, Epv(halle)) doivent annuellement faire l'objet d'une analyse annuelle par un laboratoire agréé après le passage dans le séparateur à hydrocarbures. Les paramètres suivants doivent notamment être analysés : MES, DCO, DBO₅, hydrocarbures.

ARTICLE 9.2.5. AUTOSURVEILLANCE DE LA QUANTITÉ DES REJETS À LA SEINE

Des débitmètres sont mis en place en sortie du bassin tampon de la malterie et en sortie de station, afin de vérifier l'absence de fuite sur la canalisation conduisant du bassin tampon de l'usine à la station d'épuration.

ARTICLE 9.2.6. AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la réalisation des travaux, visés par le porter à connaissance du 8 juillet 2024, puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié(e). Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2 du présent arrêté, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

L'ensemble des résultats des mesures réalisées en application de ce chapitre est conservé pendant 10 ans.

ARTICLE 9.3.2. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les résultats des mesures effectuées par l'exploitant sur la période d'un mois calendaire sont transmis, au plus tard, le dernier jour du mois suivant.

Les résultats des mesures semestrielles, annuelles, bisannuelles et trisannuelles sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date de réalisation des mesures.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les résultats des mesures effectuées par l'exploitant sur la période d'un mois calendaire sont transmis au plus tard le dernier jour du mois suivant.

Pour les 2 analyses annuelles effectuées par un laboratoire agréé, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois à compter de la date de réalisation des mesures.

Pour l'analyse annuelle effectuée par un laboratoire agréé sur les eaux pluviales de voirie, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois à compter de la date de réalisation des mesures.

ARTICLE 9.3.4. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 2 mois à compter de la date de réalisation des mesures.

CHAPITRE 9.4. CONTRÔLES – NORMES

ARTICLE 9.4.1. CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut, dans le but de vérifier le respect des prescriptions, d'un texte réglementaire, demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation préalable s'il n'est pas agréé à cet effet.

Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9.4.2. CONTRÔLES INOPINÉS

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvement et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores.

Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise.

Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9.4.3. NORMES

En cas de modification de l'une des normes applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraîne la substitution des dispositions de cette dernière à celles de la norme précédente.

TITRE 10 – ABROGATIONS

Les arrêtés préfectoraux ci-dessous mentionnés sont abrogés :

- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 81-5105 du 9 novembre 1981
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 95-3437 pour l'unité de granulation du 8 novembre 1995
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 08/0354 du 7 février 2008
- Arrêté préfectoral d'autorisation du site n° 10-0308 du 4 février 2010
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 10-2553 du 13 août 2010 (RSDE initiale)
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 10-3515 du 23 novembre 2010
- Arrêté préfectoral recodificatif n° 2013084-0011 du 25 mars 2013
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2013273-0006 du 30 septembre 2013
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014023-0002 du 23 janvier 2014
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014332-0006 du 28 novembre 2014
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2015009-0021 du 9 janvier 2015 (RSDE pérenne)
- Arrêté préfectoral complémentaire n° DDT-SG-2016364-0003 du 29 décembre 2016
- Arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019232-0001 du 20 août 2019.

TITRE 11 – NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION

CHAPITRE 11.1. NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur du site SOUFFLET NOGENT PORT, détenu par les sociétés Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S.Energies et InVivo Group.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par la maire de NOGENT-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

CHAPITRE 11.2. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le 16 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

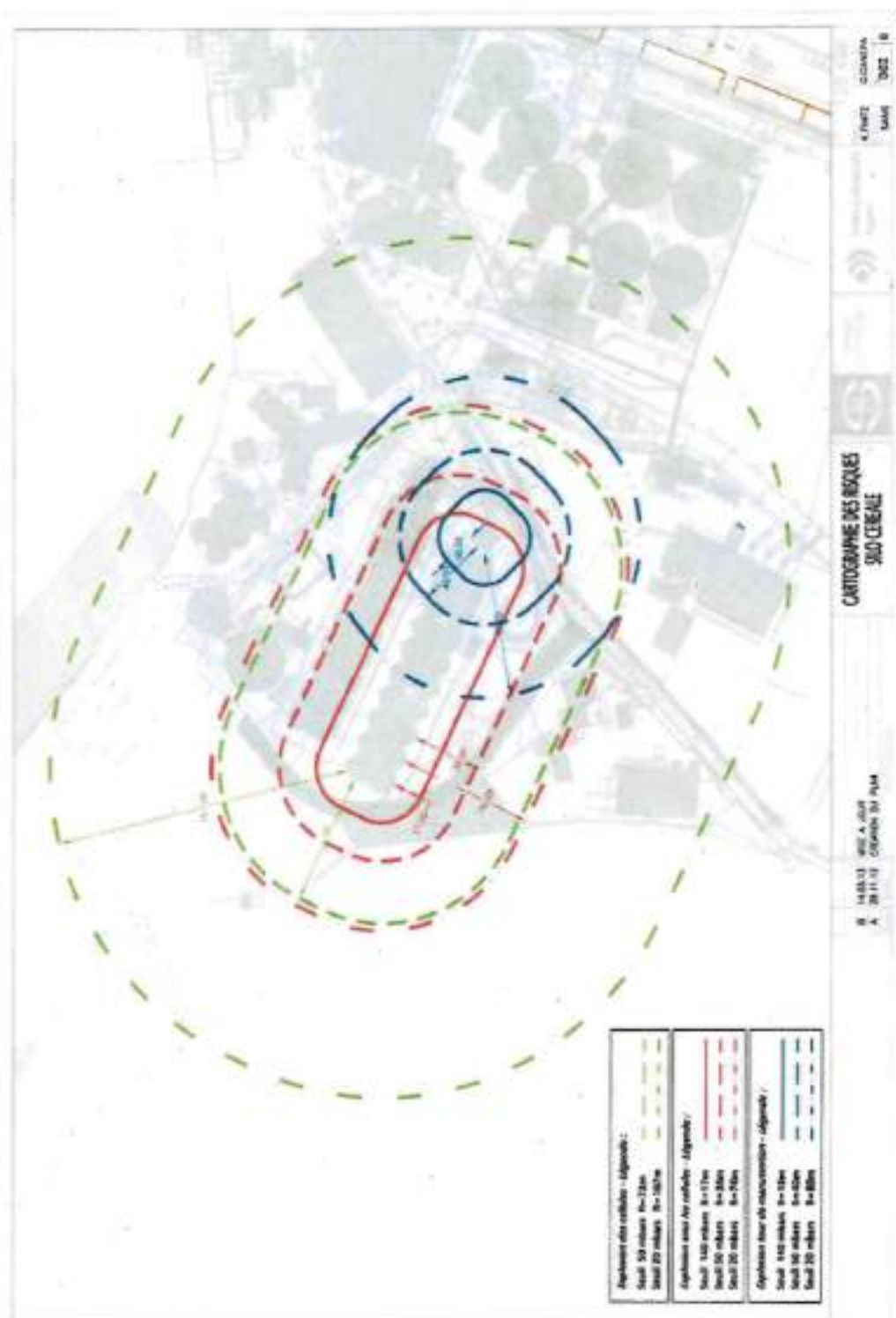
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.

Annexe 2 : Périmètres d'éloignement mis en évidence dans l'étude des dangers et périmètres associés aux anciens silos



Annexe 3 : Plan des zones à émergence réglementée et des points de mesures concernant l'acoustique



Légende :







Site



Mesure du bruit ambiant longue durée



Légende :	
 Site	
	Mesure du bruit ambiant longue durée
	Mesure du bruit ambiant courte durée
	Mesure du bruit résiduel courte durée

Annexe 4 : Plan des forages de l'établissement

